



La flambée des prix céréaliers compense les faibles récoltes mais grève les productions de granivores

En baisse pour la troisième année consécutive, les productions céréaliers française et européenne chutent nettement en 2007, en dépit d'une légère augmentation des superficies. Le bilan mondial reste tendu. Il est nettement déficitaire en blé malgré une bonne récolte aux États-Unis, bien qu'excédentaire en maïs. Le climat exceptionnel n'a fait qu'aggraver la situation céréalière mondiale, les stocks ayant régressé à un niveau jamais atteint depuis trente ans. Les marchés céréaliers, dopés par le blé tendre, se sont emballés à partir de juillet 2007 mais les cours commencent à se replier fin septembre. La hausse des prix des oléoprotéagineux, moins spectaculaire, reste sur sa lancée en octobre.

Contrairement aux céréales et aux oléoprotéagineux, les prix mondiaux du sucre sont à la baisse. Malgré la réforme de l'OCM sucre pour réduire

la production européenne de sucre, la sole de betterave sucrière s'est maintenue pour répondre aux besoins en éthanol.

Après plusieurs campagnes de récoltes abondantes, la contraction de l'offre de vins – stocks à la propriété réduits avant le début de la campagne 2007/2008 et potentiel de récolte révisé à la baisse en octobre 2007 – assainit le marché. Les exportations, tirées plus par les pays tiers que les pays de l'Union européenne, sont florissantes.

Pour les légumes et les fruits d'été, le calendrier des récoltes et les rendements des productions de plein air ont été fortement contrariés par les conditions atmosphériques. Contrairement aux autres légumes et fruits, le prix n'a pas compensé la faiblesse de la récolte pour le melon et la pêche. Les surfaces des principales productions sous serres ont été réduites et, pour

elles non plus, les prix n'ont pas équilibré les petites récoltes. Les campagnes de légumes et de fruits d'hiver démarrent plutôt favorablement.

En 2007, le potentiel de production de jeunes bovins augmente mais, malgré un rebond à la fin de l'été, les prix à la production ont reculé par rapport à 2006. Après avoir subi les effets de la sortie de la crise de l'influenza aviaire de 2006 avec la baisse de la demande italienne, ils sont touchés par l'épizootie de fièvre catarrhale de 2007 avec les difficultés des exportations d'animaux vivants. Pour les porcins, production et prix sont aussi en repli par rapport à 2006. Le secteur de la dinde décline toujours en production et en exportations et la sortie de la crise de l'influenza aviaire se négocie inégalement selon les espèces.

Dans le contexte de flambée des prix céréaliers, les exploitants des filières

granivores, avicole et porcine, sont plus exposés que les producteurs d'herbivores à la hausse du prix des aliments pour animaux qui pèse beaucoup dans leurs charges. En 2007, les coûts de production sont en hausse malgré la

stabilisation du prix du fuel domestique exprimé en euros.

La restructuration des moyens de production dans la filière laitière – accroissement des cessations d'activité en particulier dans les régions de forte

production laitière et réduction du cheptel laitier – contribue à diminuer fortement la collecte de lait de vache. Le prix standard du lait de vache augmente à la suite de la flambée des prix des produits laitiers industriels.

GRANDES CULTURES

Le bilan mondial des céréales s'avère tendu. Cette tension se répercute par une flambée des cours sur les marchés depuis le début de campagne, en juillet dernier. Cependant, la situation n'est pas la même selon les cultures et les zones géographiques. L'Europe a des besoins en maïs alors que la récolte des États-Unis s'annonce très importante et le bilan mondial légèrement excédentaire. Pour le blé, c'est le bilan mondial qui est déficitaire, l'Europe ayant des disponibilités pour l'exportation sur pays tiers. Après avoir atteint des sommets en septembre, les cours entament un repli au mois d'octobre.

Le printemps 2007 a été marqué par des conditions météorologiques plutôt favorables à la mise en place des grandes cultures. Les potentiels de récolte étaient alors prometteurs pour de nombreuses cultures mais les épisodes pluvieux à répétition de l'été ont ensuite compromis les rendements. Les productions céréalières sont quasiment toutes en repli, malgré une légère augmentation des superficies. Au niveau européen, tant l'été humide et frais dans les pays de l'Ouest et du Nord de l'Europe que l'importante sécheresse dans les pays de l'Europe centrale et orientale, ont chacun abouti à la même chute très nette de la production par rapport à 2006, année déjà médiocre (*Production des grandes cultures*

en baisse pour la troisième année consécutive, Grandes cultures). Les conditions de récolte ont nui à la qualité européenne jugée, dans l'ensemble, inférieure à celle de l'an dernier avec des indices de Hagberg parfois réduits et une teneur en protéines plus faible. Les stocks mondiaux, malgré de bonnes récoltes aux États-Unis (surtout en maïs), en Chine et en Argentine, sont descendus à des niveaux très bas jamais atteints depuis près de trente ans. Cela a entraîné une nouvelle contraction des disponibilités, donc une forte tension du marché international des céréales et une envolée des prix. En contrepoint du marché mondial du blé, toujours tendu malgré un début d'apaisement des prix début octobre, celui du maïs se détend grâce à des prévisions de production record aux États-Unis. Quant aux oléoprotéagineux, la production française diminue malgré une récolte en colza satisfaisante et le cours des graines reste élevé sur les marchés (*Un bilan céréalier déficitaire en blé, mais pas en maïs, Grandes cultures - Céréales*).

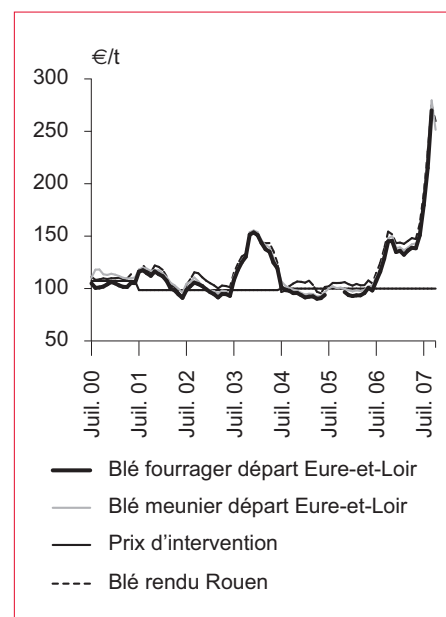
Les cours du blé tendre à des niveaux records

La récolte de blé tendre diminue en France de 6 % par rapport à 2006 et de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale, à 31,3 millions de tonnes. La récolte européenne (UE à 27 à partir de 2007) de blé tendre diminuerait, en 2007, de 3 % à environ 114,5 millions de tonnes. La situation des stocks

devient problématique et les stocks de fin de campagne s'amenuisent. Pourtant, le bilan de l'Union européenne (UE à 27) est excédentaire et elle pourra donc exporter du disponible vers les pays tiers pendant la campagne en cours.

En termes de qualité, près des deux tiers de la récolte sont de qualité supérieure (classe e et 1). Près de trois tonnes sur quatre présentent un taux de protéines supérieur à 12 %. Avec une force boulangère élevée, la moisson 2007 permettra de satisfaire les besoins des meuniers. La météorologie capricieuse de la fin de campagne n'aura eu un effet que sur 17 % des

Flambée exceptionnelle des cours du blé en France



Source : OniGC, La Dépêche

blés, pour lesquels l'indice de chute de Hagberg est inférieur à 180 secondes (source : OniGC-Arvalis-Institut du végétal).

La demande en blé ne faiblissant pas, les disponibilités limitées élèvent les cours européens des blés à des niveaux records. Sur le marché national, le prix du blé tendre meunier (départ Eure-et-Loir) qui avait atteint de très hauts niveaux en 2006 continue sa flambée. En septembre, le cours moyen était presque trois fois supérieur au prix d'intervention (99,93 €/t base juillet) et il a plus que doublé par rapport à septembre 2006. Au 25 octobre, le cours s'est infléchi et le cours moyen des quatre derniers mois était d'environ 235 €/t en départ Eure-et-Loir (+ 86 % par rapport à la même période en 2006).

Le niveau élevé des cours du blé fourrager (271 €/t, en départ Eure-et-Loir, en septembre 2007 contre 128,50 €/t en 2006) et la faible disponibilité entraînent une substitution, dans l'alimentation animale, du blé par du maïs et des céréales secondaires (sorgho, triticale, etc.).

Les utilisations humaines et industrielles de blé sont estimées en légère hausse en France du fait de l'entrée en activité des unités de production de bio-éthanol mais la fermeté des cours risque de ralentir la production de ces unités.

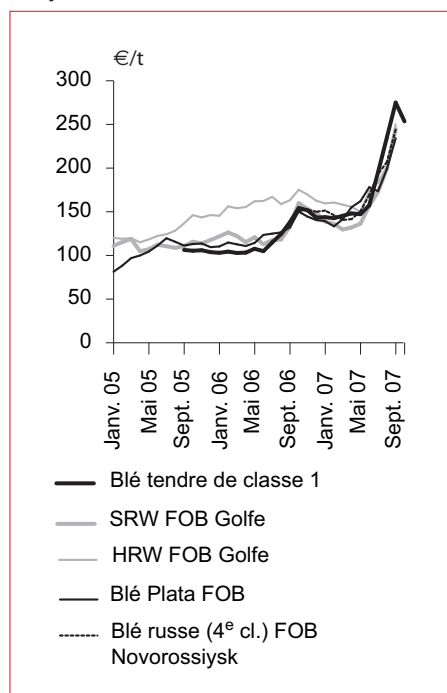
Sur les marchés internationaux, à l'image du début de campagne 2006, le prix du blé flambe, mais à un rythme accéléré, dépassant des barres symboliques en septembre (cours moyen supérieur à 275 €/t pour le rendu Rouen de classe 1 et le FOB Hambourg) ; les prix du blé européen sont plus chers que ceux du blé américain (Soft Red Winter FOB origine Golfe à 245 €/t) et argentin (blé Plata FOB à 234 €/t). Toutes les restitutions à l'exportation sont à zéro à l'exception de certaines restitutions pour les produits transformés. Pour autant, les blés européens peuvent profiter du prix élevé du fret (le Baltic Dry Index a dépassé la barre symbolique des 11 000 points) et de la restriction des exportations en Mer noire pour exporter vers les pays d'Afrique du Nord. Là encore, le mois d'octobre marque un ralentissement de la flambée des cours, le cours moyen des quatre derniers mois en rendu Rouen de classe 1 s'établissant à 237,50 €/t, soit tout de même une progression de 66 % par rapport à la même période en 2006.

atteignaient, en septembre, 253 €/t, soit 130 €/t de plus qu'en septembre 2006. Les cours de l'orge en rendu Rouen suivent la même tendance ; à plus de 255 €/t, ils doublent, fin septembre, le cours moyen de septembre 2006. Sur le marché à l'exportation, l'orge est plus compétitive que le blé en raison des restrictions à l'exportation en Ukraine résultant d'une récolte faible, et de la taxe à l'exportation en Russie. Par ailleurs, la demande des pays tiers, en particulier ceux du Maghreb et du Moyen-Orient, continue à être soutenue. Toutefois, comme pour le blé, les cours de l'orge de mouture, suivent une tendance baissière en octobre, passant sous la barre de 230 €/t en fin de mois. Cela porte la moyenne des quatre derniers mois au voisinage de 218 €/t en rendu Rouen, soit + 90 % par rapport à la même période en 2006.

Un stock européen de maïs très restreint

Selon les estimations du Scees, au 1^{er} octobre 2007, la récolte de maïs s'élèverait à 13 millions de tonnes, soit une progression de 1,6 % par rapport à la récolte très moyenne de 2006. Par

Des cours mondiaux du blé au plus haut

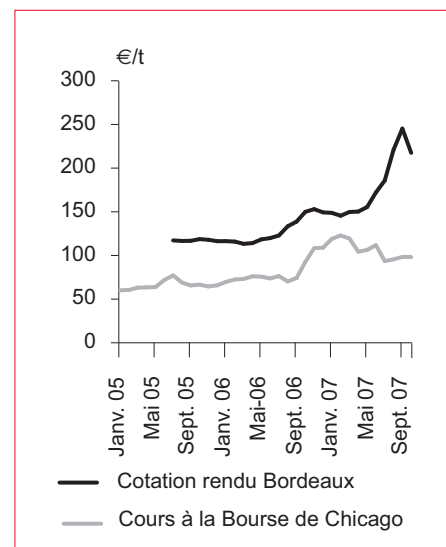


Source : OniGC

... Et ceux de l'orge suivent

La production nationale d'orge est estimée à 9,5 millions de tonnes en 2007, en baisse de 9 % par rapport à son niveau de l'an dernier et d'environ 10 % par rapport au niveau moyen des cinq dernières années. À 57,6 millions de tonnes, la production de l'Union européenne progresserait de 3 % grâce à une hausse spectaculaire de la production espagnole de 40 % par rapport à 2006 où la sécheresse avait affecté les rendements (source : Coceral : « EU-27 grain crop forecast 2007 »). Le bilan communautaire de l'orge est ainsi moins tendu que celui du blé ; les disponibilités sont quasiment équivalentes à celles de 2006 bien que les stocks de départ soient très bas. Toutefois, les cours de l'orge de mouture en départ Eure-et-Loir

Hausse puis repli des cours du maïs



Source : La Dépêche

rapport à la moyenne des cinq dernières années, la récolte 2007 est en repli de 8 %. Selon le Cocal, la production de maïs de l'Union européenne (UE à 27) serait de 45 millions de tonnes, soit une chute de 11 % en un an. En Hongrie, le plus gros producteur européen, la production a été fortement touchée par la sécheresse avec une diminution de moitié par rapport à 2006. La situation des stocks de l'Union européenne est critique et les stocks d'intervention devraient tomber à des niveaux proches de zéro durant la campagne de commercialisation 2007/2008. Cette fragilité du bilan du maïs se fait ressentir sur les prix. En France, le cours du maïs en départ Sud-Ouest atteint des records dépassant 250 €/t début septembre pour finir le mois avec une moyenne de 239 €/t (contre 135 €/t en septembre 2006). Pourtant, la fin du mois de septembre et le début du mois d'octobre marquent un renversement de tendance avec des cours, au 25 octobre, redescendus à 209 €/t. Sur la période de juillet à octobre, ils progressent finalement de 60 % par rapport à la même période de 2006. Étant donné le cours actuel du blé, le maïs sera donc probablement davantage utilisé en alimentation animale. La situation mondiale étant par ailleurs moins tendue que pour le blé – les cours n'ont progressé par rapport à l'an dernier que de 22 % sur les quatre premiers mois de campagne sur le marché à terme de Chicago – l'Europe pourra importer du maïs en provenance d'Amérique. Les premiers contrats ont été passés avec le Brésil.

Une production de blé dur qui peine à s'exporter

Estimée à 1,9 million de tonnes, la production de blé dur française reculerait de 7 % par rapport à 2006 mais serait supérieure de 5 % à la moyenne quinquennale. Avec 7,9 millions de tonnes, la production de l'Union européenne se maintiendrait à un niveau équivalent à 2006. Mais les pluies ont eu un impact sur les rendements en Espagne et sur la qualité dans certaines régions en Italie, en France et en Grèce. Les cours ont suivi la tendance du blé tendre et leur niveau est quasiment deux fois plus élevé qu'en 2006

(426 €/t départ Sud-Ouest en octobre). Malgré ce haut niveau et la faiblesse du dollar, l'arrivée sur le marché d'acheteurs comme l'Égypte ou les pays du Maghreb doit favoriser les exportations européennes, étant donné les coûts de fret élevés.

Les cours de la graine de colza s'envolent

La production française d'oléagineux augmente en 2007 de près de 6 % par rapport à 2006, en raison de l'augmentation des surfaces, surtout en colza (+ 12 %). La production de l'Union européenne atteindrait 17,6 millions de tonnes, soit une hausse de 11 % par rapport à 2006 et de 27 % par rapport à la moyenne 2002-2006. Ce résultat est dû principalement à une augmentation sensible des superficies (+ 14 %), le rendement moyen étant en diminution de 2 %. Sur le marché, le cours moyen des quatre premiers mois de la campagne 2007/2008, pour la graine de colza en rendu Rouen, se situe aux environs de 331 €/t contre 256 €/t pour la même période de la dernière campagne. Ce cours élevé, qui ne se replie pas en octobre, contrairement aux céréales, risque de peser sur l'activité des industries dépendantes du colza pour la production de carburants verts comme le bio-diester.

Pour la deuxième année consécutive, la production française de tournesol est en repli (- 4 %) malgré des rendements à 25,8 q/ha, soit une augmentation de 3,5 q/ha. La production européenne serait en chute de 25 % à 4,7 millions de tonnes. Le climat a très fortement pénalisé les productions en Roumanie (- 50 %, sources : Commission européenne et Oilworld), en Bulgarie (- 30 %) et en Hongrie. À la suite des cours de la graine de colza, les cours de graines de tournesol, en rendu Bordeaux, grimpent à des sommets (396 €/t en moyenne sur les quatre derniers mois) et, pour la première fois depuis 2005, ils dépassent les cours de la graine de colza en rendu Rouen. C'est l'importante demande mondiale en huile de tournesol qui explique ce cours de la graine. Pour répondre à ses besoins, la Turquie projette de baisser les taxes à l'importation sur l'huile et la graine de tournesol.

En Europe, la production de soja est en baisse de 20 % en 2007. Par ailleurs, des conditions météorologiques défavorables aux cultures au Brésil et des prévisions de récolte en baisse aux États-Unis entraînent le cours de la graine de soja à la hausse. À Chicago, le cours moyen des quatre premiers mois de la campagne 2007/2008 s'établit aux alentours de 237 €/t (165 €/t en 2006). Les prix du tourteau de soja ont été sensibles à la tendance haussière des cours de la graine. Pour les quatre premiers mois de la campagne, le prix du tourteau de soja est à 195 €/t, soit 35 % plus cher que sur la même période en 2006.

Forte chute de la production en pois

La production de pois protéagineux (0,9 million de tonnes) marque un très fort repli pour la troisième campagne consécutive (- 32,1 %). La demande pour l'alimentation animale, plus forte en raison de l'augmentation des cours du blé, augmente nettement. Sur les quatre premiers mois de campagne, le cours moyen en achat Marne se situe aux environs de 236 €/t, soit quasiment 73 % de plus que durant la campagne 2006 sur la même période.

Pomme de terre : hausse des rendements

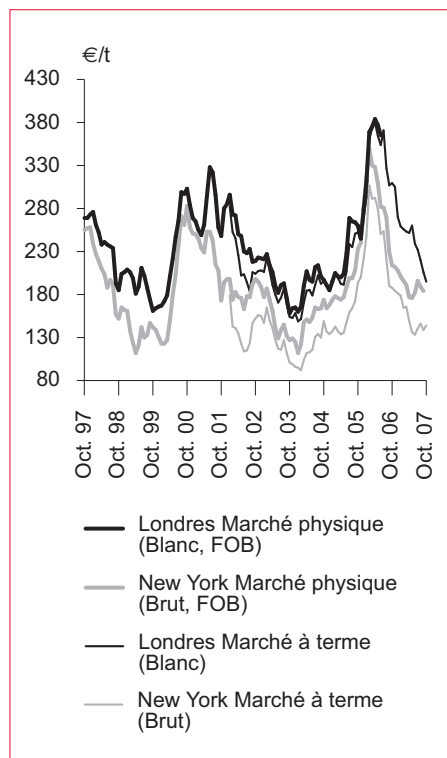
Avec une hausse de rendement de 3,3 %, la récolte française de pommes de terre de conservation atteindrait cette année 4,6 millions de tonnes. Elle augmenterait de 3,2 % en 2007 et se situerait au niveau moyen des cinq dernières années (+ 0,4 %). Dans les cinq principaux pays producteurs européens, les surfaces sont stables ou en légère augmentation (+ 1 %). De bons rendements sont attendus en Belgique et dans les Pays-Bas alors que les récoltes allemandes et françaises seraient au niveau des trois dernières années. La qualité est bonne avec de plus gros tubercules que les années précédentes, excepté dans la partie Est de la Grande-Bretagne, en raison de pluies abondantes. Après la forte hausse sur la campagne 2006/2007, engendrée par la faible

récolte 2006, les cours de l'ensemble des variétés de pommes de terre de conservation retrouvent des niveaux sensiblement équivalents à la moyenne des cinq dernières campagnes. Notamment, les prix de la Bintje, dont la production est certes en diminution, sont quasi équivalents à la moyenne des cinq dernières campagnes en octobre 2007.

La tendance baissière du prix du sucre se poursuit

Selon le Scees, la production de betterave industrielle serait de 32,1 millions de tonnes en 2007 contre 29,9 millions de tonnes en 2006, soit une hausse de 7,4 %, en raison d'une légère augmentation des surfaces, mais surtout d'une progression des rendements de 4 % à 81,7 t/ha. Malgré la réforme de l'OCM sucre (Organisation Commune de Marché) visant à réduire la production

Forte tendance baissière des cours du sucre depuis février 2006



Source : OniGC, marché physique, La Dépêche, marché à terme

européenne de sucre, les surfaces betteravières se maintiennent, en raison du développement de la production d'éthanol.

L'analyste F.O. Licht prévoit une production française de 4,2 millions de tonnes de sucre blanc sur la campagne 2007/2008 contre 3,6 en 2006/2007 (+ 17 %). La production de l'Union européenne serait pratiquement identique à celle de la campagne 2006/2007. En raison de la réforme de l'OCM sucre, les surfaces seraient en baisse d'environ 5 % mais les rendements seraient en hausse grâce à des conditions climatiques favorables avec des pluies en août et des températures clémentes en septembre. En Europe de l'Est, la production ukrainienne serait de 1,8 million de tonnes et celle de la Russie atteindrait un nouveau record avec 3,6 millions de tonnes.

Au plan mondial, l'OIS (Organisation mondiale du sucre) estime la production de la campagne 2007/2008 à 169,6 millions de tonnes, en hausse de plus de 4 millions de tonnes par rapport à la campagne 2006/2007. La production brésilienne atteindrait un nouveau record avec 32,4 millions de tonnes, mais passerait cependant au second rang derrière l'Inde (33,2 millions de tonnes). Les autres pays producteurs d'Asie (Chine, Pakistan, Thaïlande et Indonésie) connaîtraient également des productions records. De ce fait, l'Inde et la Thaïlande augmenteraient fortement leurs exportations. La consommation mondiale est estimée en hausse de 2,3 millions de tonnes à 158,8 millions de tonnes, ce qui conduirait à un bilan excédentaire de 10,8 millions de tonnes.

Avec des bilans mondiaux 2006/2007 et 2007/2008 annoncés excédentaires, le cours du sucre connaît un net repli. Le cours du sucre brut sur le marché physique de New York est en forte baisse depuis février 2006, passant de 350 €/t en février 2006 à 176 €/t en mai 2007 et retrouvant ainsi le niveau de mai 2005. Profitant de l'envolée des prix des matières premières, le cours repart à la hausse en juin et juillet puis amorce une nouvelle baisse depuis août pour se situer à 184 €/t en septembre (- 33 % sur un an). Le cours marque cependant une légère remontée sur le marché à terme

en octobre. Sur un an, l'écart de prix entre le sucre blanc et le sucre brut sur le marché à terme retrouve sensiblement son niveau de 2005 (51 €/t en octobre 2007 contre 121 €/t en octobre 2006). Il avait fortement progressé en 2006, en raison de la faible récolte européenne, première zone exportatrice de sucre blanc.

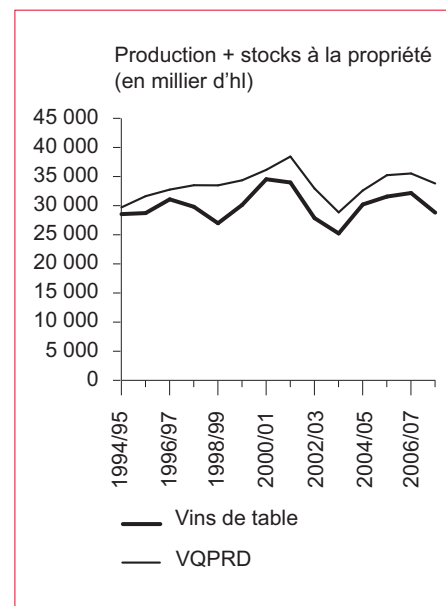
VINS

Le potentiel de récolte de vin de la France a été revu à la baisse au 1^{er} octobre 2007. Avec de plus une réduction des stocks à la propriété en fin de campagne, le marché semble s'assainir petit à petit. Les prix remontent pour tous les vins. Le dynamisme du commerce extérieur se poursuit.

Le potentiel de récolte 2007/2008 est prévu en baisse

Les prévisions du Scees, au 1^{er} octobre 2007, font état de prévisions de

Une offre de vin en diminution



Source : DGDDI, Agreste

récolte revues à la baisse. En effet, le potentiel de récolte de vin de la France, cette année, est estimé à 46,7 millions d'hectolitres. Cette récolte serait inférieure de 12 % par rapport à 2006 et de 11 % par rapport à la moyenne 2002-2006. Ce sont des conditions météorologiques défavorables (succession de périodes froides et humides en été favorisant l'apparition de maladies comme le mildiou) et de nombreux arrachages, en particulier en Languedoc-Roussillon, qui expliquent cette baisse de récolte. Le volume des vins d'appellation (22,3 millions d'hectolitres) est en repli de 5 % par rapport à 2006 et de 3 % sur la moyenne des cinq dernières années. Pour les vins de pays, le recul est davantage marqué (-9 % par rapport à 2006 et -6 % par rapport à la moyenne 2002-2006) avec un volume estimé à 13,6 millions d'hectolitres. La diminution de volume est encore plus sensible pour les vins aptes à la production de Cognac avec -23 % par rapport à 2006 et -21 % par rapport à la moyenne quinquennale. Enfin, les « Autres vins, jus et moûts » connaissent une véritable chute de leur volume en passant de 5,5 millions d'hectolitres, en 2006, à 3,6 millions d'hectolitres, en 2007. Pour cette catégorie comprenant les vins de table courants, le volume est en diminution de -37 % par rapport à la moyenne quinquennale. Par ailleurs, selon les données issues de l'enquête de Viniflor, les stocks à la propriété de fin de campagne sont également en nette diminution. Au 31 juillet 2007, ces stocks étaient estimés à 36,7 millions d'hectolitres, ce qui représente une baisse de 8 % par rapport aux stocks de fin de campagne 2005/2006. Cette réduction des stocks concerne aussi bien les VQPRD (-8,6 % par rapport à juillet 2006) que les autres vins (-7 %). En conséquence, après avoir subi pendant plusieurs campagnes les effets de récoltes abondantes, le marché semble s'assainir du côté de l'offre en vins.

La consommation taxée est en baisse pour la campagne 2006/2007

D'après les estimations de la DGDDI, les quantités mises en circulation sur le marché intérieur, plus communé-

ment connues sous le terme de « consommation taxée », seraient, pour l'ensemble des vins, en baisse de 2,6 % par rapport à 2005/2006. Alors qu'elles avaient augmenté pendant la campagne précédente, les quantités seraient quasiment constantes pour les vins d'appellation (AOC + VDQS), la consommation des « autres vins » diminuant de 5 %. Cela viendrait contrebalancer la hausse de la campagne précédente. Ces résultats sont toutefois à considérer avec prudence pour interpréter l'évolution de la consommation : ils sont encore provisoires et soumis aux éventuelles variations de stocks dans le commerce et chez les producteurs.

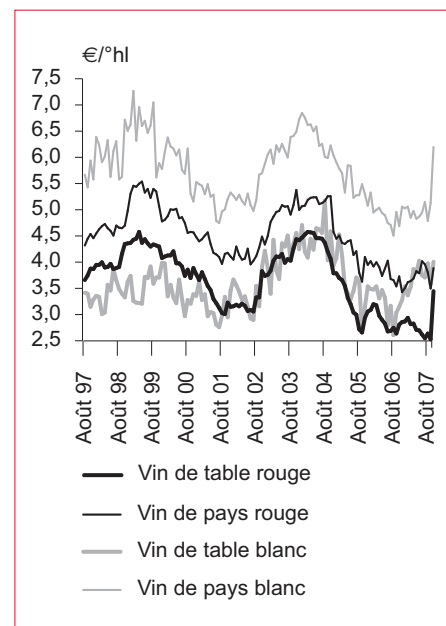
Le commerce extérieur se porte bien

Concernant le commerce extérieur, après une augmentation de 16 %, sur les huit premiers mois de l'année 2006, les vins tranquilles d'appellation continuent à bien s'exporter. Selon les données des douanes, les données cumulées de janvier à août sont supérieures de 7 % à celles de 2006. Dans l'ensemble, les exportations sont en augmentation par rapport aux huit premiers mois de 2006 : +6 % en valeur et +2 % en volume. Les vins d'appellation de Bourgogne tirent le mieux leur épingle du jeu avec une augmentation de 7 %, en volume, et de 16 % en valeur sur les huit premiers mois de 2007 par rapport à 2006. En fait, ce sont d'abord les vins rouges de Bourgogne qui s'exportent avec une progression en valeur de 31 %, et en volume de 28 %. Par ailleurs, les vins tranquilles d'appellation blancs s'exportent bien avec une augmentation en volume de 30 %. L'Union européenne ne constitue pas un marché très dynamique en termes de volume et ce sont plutôt les pays tiers qui tirent les exportations, en particulier celles des vins d'appellation de Bourgogne (+30 % en vins rouges). Sur les huit premiers mois de 2007, les vins tranquilles de table et de pays voient leurs exportations augmenter en volume de 2 % pour les vins rouges et de 11 % pour les vins blancs. Le dynamisme à l'exportation du Champagne ne se dément pas : +9 % en volume et +16 % en valeur par rapport à 2006.

Malgré les faibles volumes échangés, les prix des vins débutent la campagne à la hausse

Jusqu'à fin octobre, les ventes en vrac de vins de table et de pays concernent surtout l'ancienne récolte. Le début de campagne commerciale est plutôt modeste. D'après les volumes de ventes en vrac de vins (Viniflor), le début de campagne 2007/2008 montre une baisse des transactions. À onze semaines de campagne, les volumes vendus de vins de table et de pays sont en baisse de 14 % par rapport à la dernière campagne et de 12 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. En revanche, l'offre de vins diminue nettement, les prix des vins sont en hausse sur les onze premières semaines de campagne. L'évolution la plus remarquable concerne le prix des vins de table rouges et rosés qui semble se porter à la hausse. Après des campagnes successives de stagnation à des niveaux peu élevés, le prix moyen des onze premières semaines de campagne s'établit à 2,89 €/°hl, soit une hausse de 7 % par rapport à la même période en 2006. Cela fait suite à la faiblesse de la récolte française et européenne, mais aussi à la réduction des stocks permise par les mesures d'arrachage et de

Des prix qui remontent, toutes catégories de vins confondus



Source : Viniflor – Contrats d'achats

distillation qui ont aidé à assainir le marché. De même, pour les autres catégories de vins, les prix sont sensiblement en hausse par rapport à 2006/2007. La plus forte augmentation concerne le prix des vins de table blancs (4,01 €/°hl au mois d'octobre 2007) avec une hausse de 25 % par rapport au début de campagne 2006/2007. Les vins de pays connaissent aussi une augmentation des prix (+ 4 % pour les vins de pays rouges et + 10 % pour les vins de pays blancs, par rapport aux onze premières semaines de la dernière campagne (source : Viniflor).

Enfin, les prix des vins d'appellation continuent à être portés par une dynamique de reprise. L'indice des prix à la production (IPPAP) de septembre 2007 se situe 8 points au-dessus de celui de septembre 2006 et quasiment au même niveau que la moyenne des cinq dernières années pour ce même mois (- 0,4 point). L'amélioration perçue au cours de la campagne 2006/2007 semble se poursuivre et la conjoncture s'annonce favorable pour les vins d'appellation. Depuis deux campagnes, les indices des vins d'appellation rouges sont repartis à la hausse. Les prix des Bourgogne et des Bordeaux rouges ont augmenté depuis un an mais la croissance est plus importante pour les Bourgogne rouges. Pour les vins d'appellation blancs, la situation reste favorable mais les Bordeaux ont vu leur indice baisser.

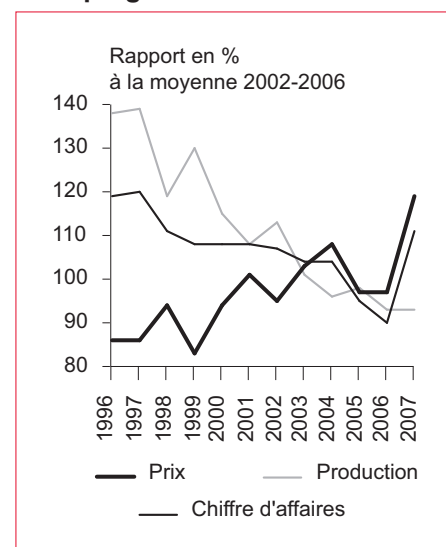
juste enrayé son érosion. La production de courgette a même légèrement progressé. Paradoxalement, les prix les plus favorables ont bénéficié à ces deux produits.

Dans un contexte de récolte précoce, l'asperge a connu des prix de début de campagne d'un niveau relatif bas, en relation avec la concurrence des produits importés. Le cœur de la campagne a ensuite bénéficié de prix élevés. Les prix progressent finalement de 23 % sur l'ensemble de la campagne. La production, avec une stabilisation des surfaces après six années de baisse, se maintient au niveau de 2006. Dans ces conditions, l'indicateur de chiffres d'affaires marque une forte progression par rapport à 2006. Par rapport à une année moyenne, la progression est plus modérée en raison de la baisse des surfaces qui atteint 13 %.

La production de **concombre** est en net recul pour la deuxième année. Ce recul est le fait de la réduction des surfaces en serres chauffées, désormais prépondérantes, au profit d'autres productions. Les prix ont bénéficié d'un climat favorable à la demande en avril et mai puis ont souffert de l'installation durable d'un temps peu propice à la consommation de crudités. Ils ne se situent ainsi sur l'ensemble de la campagne qu'à un niveau moyen, comme l'an dernier. Au total, l'indicateur de chiffre d'affaires marque un net recul, proportionnel au recul des surfaces.

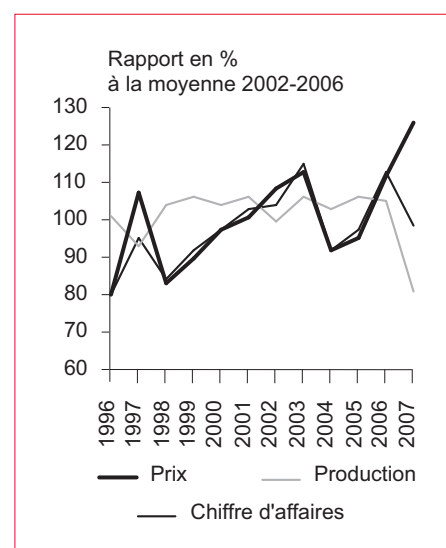
La production de **melon** montre une véritable chute (- 20 %) par rapport à 2006 et à une année moyenne (- 19 %), du fait des mauvaises conditions climatiques persistantes qui ont affecté une production pour près de la moitié en plein air. Cette offre limitée a bénéficié de prix élevés, sauf en septembre où une production exceptionnellement tardive, essentiellement dans le Centre-Est, s'est difficilement écoulee. Ils s'élèvent ainsi de 11 % au-dessus de ceux de l'an dernier et de 20 % au-dessus de la moyenne quinquennale. Cette progression est loin de compenser la chute de la production et

Une campagne satisfaisante en asperge



Source : Agreste

La hausse des prix ne compense pas la chute de la production du melon



Source : Agreste

LÉGUMES ET FRUITS

Campagne moyenne pour la plupart des légumes d'été, favorable pour l'asperge et la courgette

Le climat froid et humide du printemps a surtout affecté et retardé la production de melon. Les productions sous serre, comme la tomate ou le concombre, ont subi en revanche une réduction des surfaces. L'asperge a tout

Indicateur de chiffre d'affaires fin septembre 2007

	Évolution de l'indicateur de chiffre d'affaires par rapport à 2006	Évolution de l'indicateur de chiffre d'affaires par rapport à la moyenne 2002-2006
Asperge	+ 23	+ 11
Concombre	- 13	- 14
Melon	- 12	- 5
Tomate	- 16	- 4
Courgette	+ 32	+ 12
Carotte	- 2	- 7
Endive*	+ 12	- 4
Chou-fleur*	- 22	- 19
Fraise	- 17	- 1

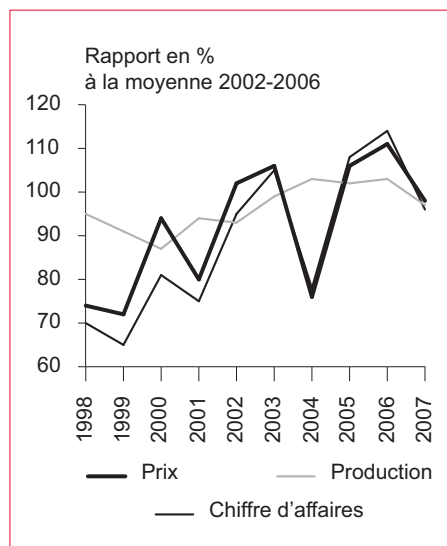
* Campagne 2006/2007 comparée à 2005/2006 et à la moyenne 2001-2005.

Source : Agreste

l'indicateur de chiffre d'affaires est en retrait aussi bien sur le niveau de 2006 que de la moyenne quinquennale, particulièrement dans le Centre-Est.

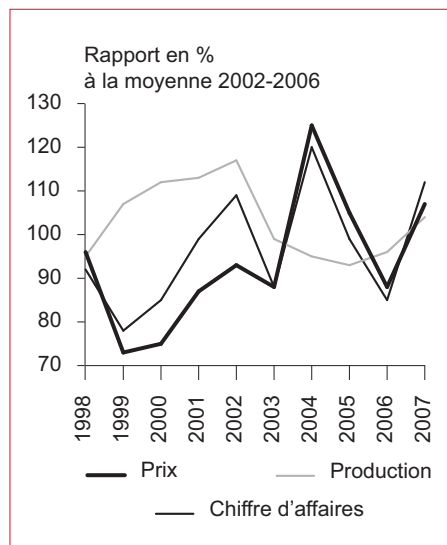
Les surfaces en **tomate** ont été réduites de 9 % en 2007, aussi bien sous serre qu'en plein air, qui ne représente désormais plus que 6 % de la production pour la consommation en frais. Le recul de la production (- 5 %) est plus modéré. Malgré cette production réduite, les prix n'ont été élevés qu'en mars et avril, et, moins nettement, en juillet et août, lorsque les conditions climatiques n'ont pas affecté la demande. Sur la campagne, ils se situent à un

Recul de la production et des prix de la tomate



Source : Agreste

Un été 2007 favorable à la courgette



Source : Agreste

niveau moyen, en retrait sur le bon niveau de l'an dernier. Sous l'effet conjugué du faible niveau de production et de prix, l'indicateur de chiffre d'affaires est légèrement inférieur à celui d'une année moyenne et en net retrait sur celui de 2006.

La **courgette** a poursuivi cette année la diminution de ses surfaces. Les rendements, bien qu'affectés par l'été froid et pluvieux, ont toutefois compensé cette diminution. Les prix, après un début de campagne correct, ont connu un niveau modeste en mai et juin avant de bénéficier en juillet, puis en septembre, d'une demande motivée pour ce légume à cuire par la fraîcheur du climat. Ils progressent ainsi nettement (+ 22 %) par rapport à 2006 où la demande avait été affectée par la canicule, plus modestement par rapport à une année moyenne (+ 7 %). L'indicateur de chiffre d'affaires affiche ainsi une nette progression.

La campagne de **laitues d'été** (mai à septembre) a été affectée par des prix peu élevés à partir de juillet malgré une production limitée (- 3 % par rapport à 2006 et - 6 % par rapport à une année moyenne). Après un début très favorable en mai et juin les prix ont souffert du climat frais et pluvieux, particulièrement en août, dans un contexte de production difficile. Sur la campagne, ils sont inférieurs (- 12 %) à ceux exceptionnels de 2006 mais supérieurs (+ 3 %) à ceux d'une année moyenne.

Bons débuts pour les campagnes de la carotte et du chou-fleur

Les campagnes de légumes d'hiver ont connu des débuts favorables avec le printemps froid et pluvieux. La production s'annonce en reprise pour l'endive et le chou-fleur.

La production de **carotte** de la campagne 2007/2008 (de mai 2007 à avril 2008) est attendue en baisse de 7 %, les rendements étant affectés par de mauvaises conditions de semis. Les quantités récoltées jusqu'à septembre accusent une baisse du même ordre. Les prix se sont maintenus pratiquement toute la campagne au haut niveau de l'an dernier, 25 % au-des-

sus de la moyenne quinquennale. L'indicateur de chiffre d'affaires est en revanche en léger retrait sur celui de 2006, plus nettement sur celui d'une année moyenne en raison du déclin structurel des surfaces.

Avec une production très inférieure à la normale (- 14 %), la campagne d'**endive** 2006/2007 (septembre 2006 à août 2007) s'est avérée moyenne, la hausse des prix ne compensant pas le recul de la production. Malgré un automne et un hiver doux peu propices à la consommation, l'offre limitée a permis des niveaux élevés de prix jusqu'en décembre. Ils ont fléchi dans la deuxième partie de campagne, avec un printemps doux favorisant plutôt la consommation concurrente de salade, pour se situer en moyenne sur la campagne 9 % au-dessus de ceux d'une année moyenne. Pour la campagne 2007/2008 débutée en septembre la production d'endives connaîtrait une reprise de 10 %.

Après une campagne d'été favorable avec une offre réduite, la campagne de **chou-fleur** 2006/2007 a pâti de l'automne et l'hiver doux qui ont accéléré la production tout en défavorisant la demande. Les prix ont été très en retrait sur le haut niveau de la campagne précédente et, plus modérément, sur ceux d'une année moyenne. L'indicateur de chiffres d'affaires est en recul de 19 % sur celui d'une année moyenne. La campagne d'été 2007/2008, qui a débuté en mai, a bénéficié, à la faveur du mauvais temps persistant, à la fois d'une offre réduite et d'une bonne demande. De mai à septembre, les cours dépassent de 22 % ceux d'une année moyenne.

De faibles récoltes pour les fruits d'été

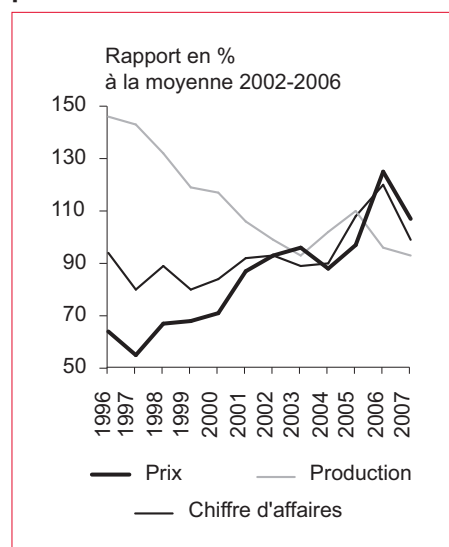
Les productions de fruits sont en recul, en raison d'une baisse des surfaces comme pour la fraise ou la pêche, ou de rendements affectés par les conditions climatiques printanières comme la cerise ou l'abricot. Avec une concurrence limitée des autres pays européens, les prix compensent le recul de la production, sauf pour la pêche (*Les prix ne compensent pas la faible production de pêche, Fruits*).

La production de **fraise** se réduit encore en 2007 (- 5 % par rapport à 2006, - 8 % par rapport à la moyenne quinquennale), à la suite de la réduction des surfaces sous abri bas dans le Sud-Ouest. Le recul de la production s'est accompagné d'une avance du calendrier et d'une qualité parfois mise à mal par les intempéries. Les prix sont en retrait de 15 % sur l'excellent niveau de 2006, mais restent 7 % au-dessus de ceux de la moyenne quinquennale 2002-2006.

La récolte de **cerise** a été très affectée par les intempéries du printemps : la réduction du potentiel de production avec une floraison affectée par le froid, voire des gelées, s'est accompagnée d'une récolte incomplète en raison des pluies et de la qualité parfois déficiente des fruits. Cette pénurie (- 30 % par rapport à une année moyenne) s'est traduite par une envolée des prix (+ 31 %).

La récolte d'**abricot** a enregistré une chute de 23 % par rapport à la moyenne quinquennale 2002-2006, particulièrement marquée en Rhône-Alpes où domine la variété tardive bergeon. Les prix, après avoir débuté à un niveau bas en juin, ont littéralement flambé en juillet et août, les abricots tardifs français étant traditionnellement seuls présents sur le marché européen à cette époque. Le prix de juillet, où s'est concentré l'essentiel de la production cette année, a été supérieur de 23 % à celui de la moyenne de juillet des cinq dernières années.

Retour à une campagne moyenne pour la fraise



Source : Agreste

La diminution du verger de pêcheurs se poursuit en 2007 (- 5 % par rapport à 2006). Avec des rendements moyens, la production de **pêche** est en retrait de 7 % sur celle de 2006 et d'une année moyenne. La récolte a été précoce et la demande peu active du fait de la météo maussade. Les prix de juin et juillet ont atteint des prix particulièrement bas. La situation s'est améliorée en août pour aboutir sur l'ensemble de la campagne à un niveau moyen de prix inférieur de 9 % à celui de la campagne 2006 et de 2 % à celui de la moyenne 2002-2006.

Assez bons débuts de campagne pour la poire et la pomme

Malgré la stabilisation des surfaces (- 1 % par rapport à 2006 après l'érosion de ces dernières années, soit - 9 % par rapport à la moyenne quinquennale), la production de **poire** recule nettement par rapport à celle de l'an dernier et d'une année moyenne (- 8 % et - 10 %). La variété guyot connaît la baisse la plus modérée (- 3 %). Sa campagne de commercialisation a débuté en juillet dans d'aussi bonnes conditions qu'en 2006 : production limitée, fin de la présence de marchandises de l'hémisphère Sud, faible concurrence espagnole, bons courants d'exportation. Le solde du commerce extérieur s'est ainsi maintenu en juillet au niveau élevé atteint en 2006. La campagne s'est poursuivie avec la variété williams en août, puis des variétés d'automne à partir de septembre. La concurrence sur les marchés européens s'est accrue malgré des récoltes dans l'ensemble modestes. Les prix sont devenus en août inférieurs à l'excellent niveau de 2006. De juillet à septembre, ils ont été en moyenne inférieurs de 3 % au niveau élevé de 2006, mais supérieurs de 32 % à la moyenne des cinq dernières années. En septembre, ils ne dépassent que de 10 % ceux d'une année moyenne.

La production de **pomme** connaît une légère reprise en 2007 (+ 3 %) après son érosion de ces dernières années. Cette reprise est particulièrement marquée pour la gala (+ 9 %) dont le verger continue de progresser. Selon

Prognosfruit, ses récoltes européennes seraient également proches de la moyenne, sauf celles de l'Est de l'Union européenne, affectées par les gelées. La commercialisation a démarré dans un marché relativement dégagé, après des courants d'échanges favorables : le solde des échanges de janvier à juillet est à 200 000 tonnes contre 258 000 tonnes en 2006 et 155 000 tonnes en 2005, année difficile. Mais la progression de la récolte, surtout en gala qui constitue l'essentiel des variétés précoces, a pesé sur les prix qui affichaient en août un recul de 14 % sur ceux de 2006 et même de 4 % sur ceux d'une année moyenne. La situation s'est améliorée en septembre, notamment en gala, et les prix sont supérieurs de 10 % à la moyenne quinquennale, avec un recul limité à 6 % par rapport à 2006.

PRODUCTIONS ANIMALES

La production de gros bovins progresse légèrement, la hausse des abattages compensant la baisse des exportations d'animaux maigres. La production de veaux et d'ovins est en baisse, et leur prix s'élève au second semestre. Les cours du porc restent à un niveau inférieur à celui des deux années précédentes, malgré le coût accru de l'alimentation des animaux. Les abattages de volaille retrouvent leur niveau d'avant la crise de l'influenza aviaire de 2006, mais le secteur de la dinde reste en déclin. La faiblesse de l'offre en œufs face à une demande soutenue entraîne la fermeté des cours. Le déficit de la collecte laitière s'alourdit.

La production de gros bovins progresse peu

En moyenne de janvier à septembre, les cours des gros bovins sont inférieurs de 7 % à ceux de 2006 et de 3 % à ceux de 2005. Pendant le premier

semestre 2007, les prix des gros bovins et ceux des jeunes bovins n'ont cessé de baisser, en raison d'une offre trop abondante, pour se redresser ensuite. Les prix ont bénéficié à la fois de la forte demande allemande et du bas niveau des abattages en Italie. La diminution de l'offre en viande de vache a également soutenu les cours des femelles.

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages de gros bovins sont en hausse de 2,4 % par rapport à 2006. La progression en tonnage est plus importante (+ 4,3 %), le poids moyen des animaux abattus ayant encore augmenté. L'accroissement des abattages concerne les mâles, notamment les taurillons. Par contre, les abattages de femelles poursuivent la baisse engagée en début d'année : - 3,8 % en cumul de janvier à septembre. La réduction des abattages de vaches pourrait résulter du manque de vaches laitières, dont l'effectif a diminué de 2 % entre mai 2006 et mai 2007. L'autorisation donnée fin septembre par l'Union européenne de dépasser la production autorisée de 10 % sans pénalité pourrait encourager les éleveurs à conserver leur troupeau laitier et à limiter les réformes.

En cumul sur les huit premiers mois de l'année, les exportations de gros bovins vivants se sont repliées de 7,7 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse résulte quasi exclusivement de la réduction de la demande italienne. En effet, après une accélération des envois de brouards

en 2006, suite à la crise de l'influenza aviaire, les engraisseurs italiens ont limité leurs achats en 2007 (*Une année difficile pour les brouards, Gros animaux*).

Malgré la hausse des abattages, la production (Pic CVJA) de gros bovins progresse peu (+ 0,5 %). Conformément à l'évolution des abattages, la production de vaches baisse de 4 % tandis que celles des taureaux et bœufs progressent de 4,7 %.

Les exportations de viande bovine se portent mieux qu'en 2006 avec une augmentation de 17 % sur les huit premiers mois. Elles s'améliorent grâce au surplus de demande du Portugal, qui multiplie par 2,5 les volumes achetés, et de l'Italie (+ 7 %), le premier client de la France.

Néanmoins, les importations de viande bovine, qui représentent un quart de la consommation, restent supérieures aux exportations, s'accroissant de 17 % pour faire face à la demande intérieure. En tonnages cumulés de janvier à août, la consommation de viande bovine est en hausse de 4,6 %.

Le cours du veau, en hausse depuis l'été, dépasse largement le niveau de l'an passé

En moyenne de janvier à septembre, le cours du veau de boucherie s'élève de 21 % par rapport à l'année précédente. Il a été inférieur au cours de

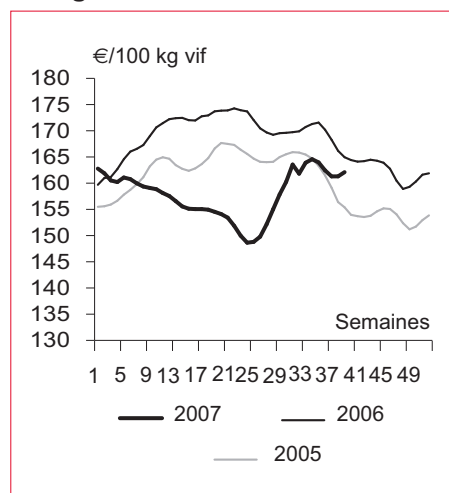
2006 durant le premier semestre, puis il a grimpé de juillet à septembre, se situant en septembre en hausse de 17 % sur un an. Ces cours élevés résultent d'une offre particulièrement réduite en août et septembre. Les évolutions de prix aux Pays-Bas sont similaires à celles qu'on observe en France. Le manque de disponibilités serait commun à plusieurs pays européens.

La situation du cours de veaux de 8 jours est complètement différente. Les prix qui avaient été élevés en 2006 par rapport à 2005 sont au plus bas en 2007 : le prix moyen sur les neuf premiers mois de l'année est plus bas de 32 % qu'en 2006 sur la même période. Cette baisse est liée à la hausse du coût de l'alimentation qui incite les engraisseurs à la prudence et provoque des difficultés d'écoulement des veaux de 8 jours.

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages de veaux ont diminué de 6,2 % par rapport à 2006. Ils ont fortement baissé en juillet et en août. Le poids moyen était supérieur à celui de 2006 de janvier à mai, puis à partir de juillet, il a été inférieur à l'année passée, indiquant des sorties précoces d'animaux afin d'alimenter le marché. En outre, les mises en place avaient été moins importantes, traduisant un comportement prudent par rapport à la montée des prix des matières premières. La production de veaux est en baisse de 2,2 %.

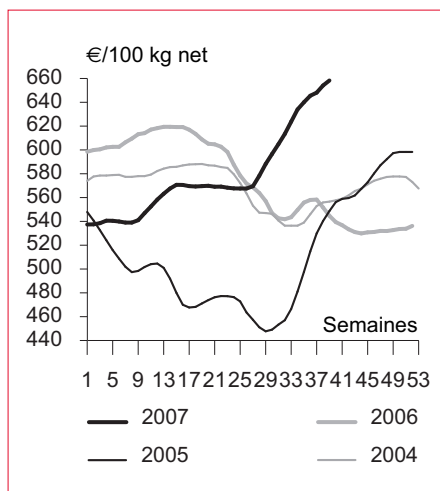
Le prix à la consommation de la viande de veau reste plus élevé que pour les autres viandes, l'écart s'étant légèrement accentué en 2007 par rapport à 2006 sur les huit premiers mois de l'année (+ 7 % contre + 6 %), ce qui ne favorise pas la consommation.

Les cours des gros bovins en légère hausse



Source : Office de l'élevage

Les cours du veau de boucherie s'envolent



Source : Prix moyen pondéré du veau de boucherie, Office de l'élevage

Les cours des ovins sont en automne très supérieurs à ceux de 2006

Le cours moyen de l'agneau, de janvier à septembre, est en légère baisse par rapport à l'année précédente (- 1,7 %). Après une forte baisse saisonnière à la fin du mois de juin, le cours de l'agneau est remonté au cours de l'été. Il se situe en septembre à un niveau élevé, en hausse de 7,9 % sur un an. Cette hausse des cours a été alimentée par l'absence de

l'agneau anglais sur le marché français. En effet, les restrictions de mouvements d'animaux imposées au Royaume-Uni en raison de la fièvre aphteuse ont limité les importations depuis ce pays.

Les abattages d'ovins ont progressé en France de juillet à septembre 2007, sous l'effet de cette baisse des importations du Royaume-Uni. En outre, la remontée des cours a également incité les éleveurs à remettre leurs animaux sur le marché. En cumul de janvier à septembre 2007, les abattages d'ovins sont toutefois inférieurs de 2,7 % à ceux de 2006 sur la même période. La baisse est particulièrement marquée pour les ovins de réforme (- 10 %), qui représentent 11 % des abattages.

Les exportations d'ovins vivants cumulées sur les huit premiers mois de l'année ont régressé de 12,5 %, avec une forte baisse de l'Espagne (- 30 %) et une forte hausse de l'Italie (+ 77 %). Les disponibilités plus abondantes sur le marché intérieur ont limité les importations, qui sont en baisse de 9,6 % par rapport à l'an passé. Le solde positif du commerce extérieur des ovins vivants se replie de 18 %. La production d'ovins (Pic CVJA) est en baisse de 3,9 % en cumul de janvier à août.

Les exportations de viande ovine, principalement destinées à l'Italie, au Royaume-Uni et à la Belgique se réduisent de 18 %, en cumul de janvier à août 2007. Elles ne représentent traditionnellement qu'une faible part de la production. Sur la même période, les importations qui fournissent plus de la

moitié de la consommation, se replient aussi (- 3,4 %). La consommation de viande ovine se réduit de 3 % sur les huit premiers mois de 2007.

Davantage d'abattages de porcins en 2007

En moyenne de janvier à mi-octobre 2007, le cours du porc charcutier est en baisse de 11 % par rapport à la même période de 2006 et de 3 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Depuis le début de l'année, le cours reste plus bas que l'année précédente et même qu'en 2005. Après la remontée saisonnière de l'été, le cours a baissé en septembre sous l'effet d'une offre plus abondante et d'une demande en recul après les promotions de la rentrée. Cette diminution s'observe aussi dans de nombreux pays européens, et particulièrement en Espagne. Le prix des porcelets a diminué dans les bassins de production français, la hausse du prix de l'alimentation limitant les achats pour l'engraissement.

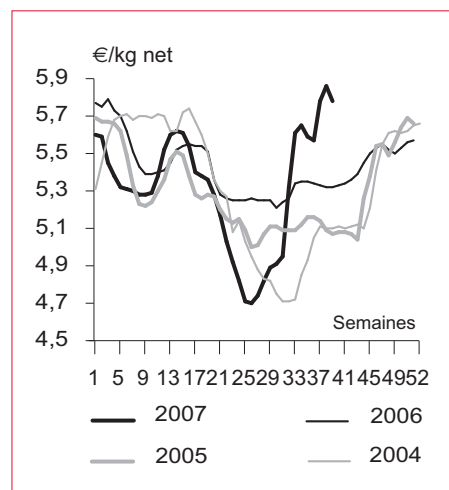
En cumul sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages de porcins ont progressé de 1,6 %. Le nombre de porcelets abattus a particulièrement augmenté (+ 16,4 %), avec un poids moyen en baisse, ce qui peut être un signe de la difficulté des naisseurs à écouler leur marchandise, en raison du coût croissant de l'aliment. Les abattages de cochons et verrats ont diminué, ce qui n'augure pas de décapitalisation du troupeau.

En cumul sur les huit premiers mois de 2007, les exportations de porcelets dépassent de 18 % leur niveau de l'année précédente. Elles ont fortement progressé de janvier à mai, en réponse à la forte demande espagnole puis elles se sont repliées à partir de juin. À l'inverse, sur les huit premiers mois de 2007, les importations se replient de 22 %. Ces évolutions tirent la production en têtes vers le haut (+ 2,1 %). La consommation de viande porcine, calculée par bilan, se porte plutôt bien par rapport à 2006 (+ 2,2 %). Cette demande dynamique a conduit la France à acheter davantage de viande porcine auprès de l'UE. La progression des importations des huit premiers mois de l'année s'élève de 2,9 %. Les exportations sur la même période sont quasiment stables. La demande italienne ralentit (- 1 %), alors qu'elle avait été particulièrement soutenue en 2006 suite à la crise de l'influenza aviaire. La Grèce réduit aussi ses achats à la France (- 15 %), de même que l'Allemagne (- 15 %) où les habitants semblent privilégier la consommation de viande bovine.

Après la crise de 2006, les abattages de volailles retrouvent leur niveau de 2005

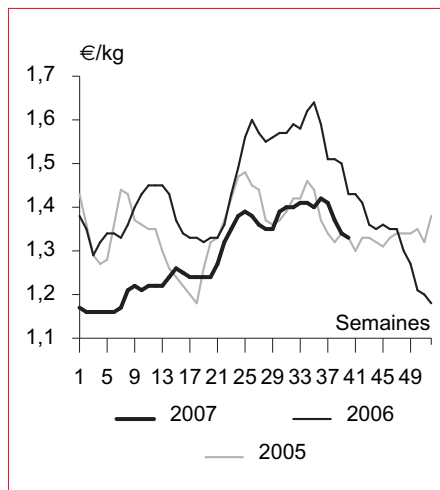
Depuis l'été 2006, les cours du poulet restent stables, à un niveau élevé pour le poulet Label. La relative stabilité des prix des volailles s'explique par la forte intégration de cette production. Les

Les cours des ovins élevés à l'automne



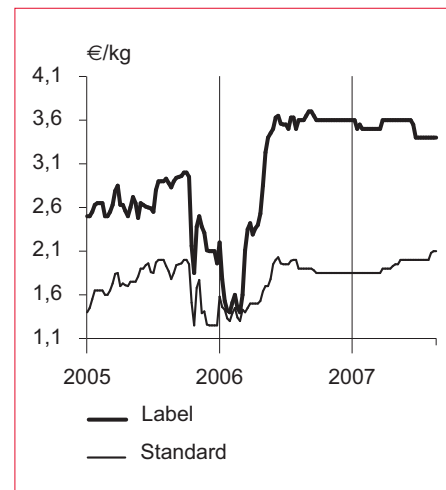
Source : Cotation nationale agneau

Des cours du porc charcutier en net retrait sur 2006



Source : SNM, porc charcutier, classe E

Des prix toujours élevés pour le poulet Label



Source : SNM, Rungis

donneurs d'ordre fournissent les poussins et l'aliment aux éleveurs qui assument les charges relatives aux bâtiments et au travail. Les prix payés aux producteurs, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production, dépassent de 10 % ceux de 2006 pour l'ensemble des volailles, en moyenne sur les huit premiers mois de l'année. Cette évolution résulte sans doute de la montée du coût de l'alimentation animale.

En cumul de janvier à septembre, les abattages de volailles de chair ont retrouvé leur niveau de 2005. Le poulet, qui représente la plus grande partie de la production de volailles, avait été particulièrement affecté par la crise de l'influenza aviaire de 2006. Les abattages de dinde de 2007 sont supérieurs de 10 % à ceux de 2006, mais ils restent en retrait par rapport à 2005 (- 15 %). Alors qu'il avait été peu touché par la crise de l'influenza aviaire de 2006, le secteur de la dinde semble durablement en recul (*Sortie de crise pour l'ensemble de la filière volaille à l'exception de la dinde, Aviculture*). Par contre, les abattages de canards gras progressent de 8 % par rapport à 2006 et de 13 % par rapport à 2005.

Les exportations de viande et préparations de volaille retrouvent leur dynamisme, excepté pour la dinde, mais ne retrouvent pas leur niveau de 2005. En cumul de janvier à août, les exportations de viande de poulet et de canard sont en hausse (+ 36 %), alors que cel-

les de viande de dinde baissent de 19 %. Les importations de viande de poulet sont aussi stimulées (+ 23 %). À l'inverse, celles des préparations à base de dinde chutent de 13 %.

Fermeté des cours des œufs

La cotation des œufs a été supérieure tout au long de l'année à celle de l'année dernière. Après avoir suivi une évolution similaire jusqu'en juin, le cours de 2007 a creusé son écart par rapport à celui de 2006 (+ 42 % au mois d'août). En moyenne sur les huit premiers mois de l'année, la hausse du cours des œufs atteint + 19 % selon la cotation TNO. Elle atteint même + 24 % selon l'indice des prix moyens à la production publié mensuellement par le Scees et l'Insee. Le niveau de prix atteint s'explique par une offre modérée, face à une demande qui se renforce, en particulier celle des industriels.

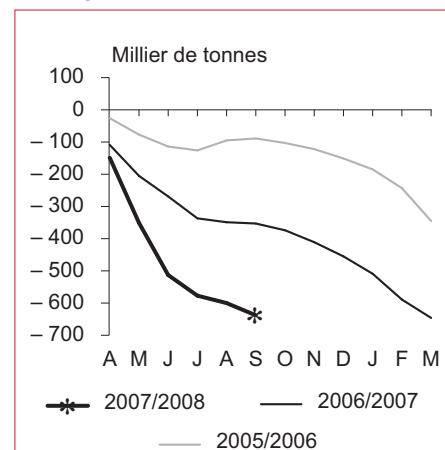
La production d'œufs attendue pour les dix premiers mois de l'année est en baisse de 2,4 % par rapport à 2006. La production européenne serait également en diminution sur la même période. En 2007, les mises en place de poulettes pour la ponte ont été inférieures de 8 % à celles de 2006 en cumul de janvier à juin.

Le déficit de la collecte laitière s'alourdit sur la campagne 2007/2008

Sur les neuf premiers mois de l'année 2007, les litrages de lait de vache collectés sont en retrait de 1,6 % par rapport à ceux de 2006. D'avril 2007 à septembre 2007, la collecte cumulée corrigée de la matière grasse serait en baisse de 1,8 % par rapport à la même période de la campagne précédente, avec un déficit estimé à 638 000 tonnes par rapport au profil théorique du quota national. Selon les sondages hebdomadaires de l'Office de l'élevage, la baisse de la collecte de septembre semble se confirmer sur les premières semaines d'octobre (*Déficit structurel de la collecte de lait de vache, Lait - Collecte laitière*).

Après cinq années de baisse, le prix standard du lait de vache à la production a augmenté de 2,5 % en glissement annuel sur les huit premiers mois de l'année (- 3,4 % en 2006 et - 8,8 % depuis cinq ans). Cette hausse se situe dans un contexte de hausse des cours du beurre et de la poudre de lait, conséquence d'une offre réduite (sécheresse en Océanie et sous-réalisation des quotas en Europe) alors que la demande mondiale de lait s'accroît, notamment en Asie. Au niveau européen, cette évolution est associée à un contexte de la baisse des prix d'intervention et de l'instauration d'une prime « directe » aux producteurs (intégrée aux droits à paiement unique depuis 2006). En 2007, sur cette même période, le prix est en hausse de 17 % pour le beurre et de plus de 50 % pour les poudres de lait écrémé destinées à la consommation humaine ou animale (*La flambée des prix des produits laitiers industriels se répercute tardivement sur le prix de lait de vache à la production, Lait - Produits laitiers*). Le prix des produits

Un déficit estimé à plus de 600 milliers de tonnes fin septembre 2007

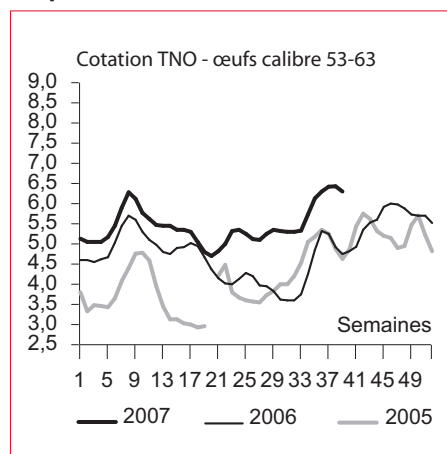


* Septembre 2007 provisoire.

Écart cumulé à la référence : la référence est calculée en répartissant mensuellement le quota livraisons selon un profil établi à partir des dernières campagnes laitières pour tenir compte des fluctuations saisonnières de collecte. Le quota livraisons est estimé à 24,148 millions de tonnes (y compris une estimation des ajustements temporaires de fin de campagne) pour la campagne 2007/2008. Le taux de référence pour la matière grasse est de 40,69 g/l.

Sources : Office de l'élevage - Enquête mensuelle laitière unifiée et Agreste - Situation mensuelle laitière Scees

Le prix des œufs est bien orienté



Source : Journal « Les Marchés »

de grande consommation augmente respectivement de 3,2 % pour le lait liquide conditionné et de 0,6 % pour les produits frais mais reste stable pour l'ensemble des fromages.

Sur les huit premiers mois de l'année 2007, dans ce contexte de faible collecte laitière et de hausse des prix, les fabrications de produits industriels sont en repli, notamment pour les poudres de lait (- 7 %). Les fabrications de produits de grande consommation, produits à plus forte valeur ajoutée, profitent d'une bonne demande extérieure. Les fromages et les laits conditionnés progressent de 2 %, les yaourts et desserts lactés de 1 %, la crème fraîche de 4,7 % et les poudres de lait infantiles (+ 17 %).

Pour les huit premiers mois de l'année 2007, les exportations de produits laitiers progressent fortement en valeur (+ 10 % après une hausse de 1,6 % en 2006 sur cette même période). Les exportations s'accroissent fortement en tonnages pour les laits conditionnés (+ 22 %) et les poudres de lait (+ 11 %) mais stagnent pour l'ensemble des fromages et diminuent légèrement pour les yaourts et desserts lactés.

Sur la même période, les importations marquent également une forte accélération (+ 14 % en valeur après + 4,4 % en 2006). En baisse de 4 % en tonnage pour le lait conditionné et de 16 % pour les poudres de lait écrémé, elles augmentent de 5 % pour le beurre, de près de 7 % pour les fromages et de 22 % pour les yaourts et desserts lactés.

L'excédent commercial s'améliore de près de 7 % et atteint 1 689 millions d'euros en cumul depuis le début de l'année.

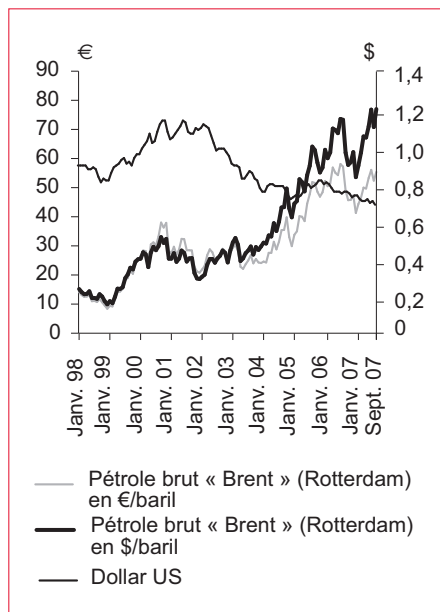
INTRANTS

L'indice des prix des biens et services de consommation courante correspondant aux charges des producteurs (Ipampa), a progressé en moyenne de 0,3 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2006.

Cette progression résulte de la stabilisation des prix du poste « énergie et lubrifiants », qui répercute la baisse du prix du pétrole libellé en euro alors que les prix des engrais et amendements et surtout des aliments pour animaux progressent.

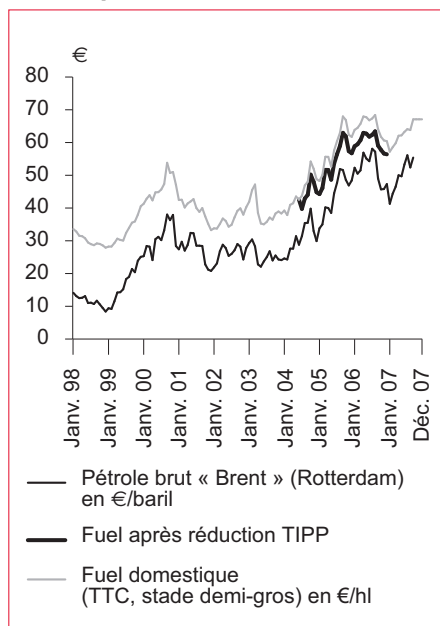
Cependant, l'Ipampa ne prend pas en compte un éventuel remboursement

L'évolution de l'euro modère la hausse du cours du pétrole



Source : Insee, Agreste

Hausse du prix du fioul domestique limitée par la baisse du dollar



Source : Insee, Agreste

de 4 centimes par litre de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) en 2007.

Stabilisation du prix de l'énergie

Après une hausse de 27 % enregistrée sur les neuf premiers mois de 2006, le prix du pétrole brut « Brent » se stabilise à ce niveau élevé sur la même période de 2007. Cependant, son prix libellé en euro est en baisse de 7 %, conséquence de la forte dépréciation du dollar par rapport à l'euro.

En septembre 2007, le prix de gros du fioul domestique, principal produit pétrolier utilisé par les agriculteurs, se maintient à un haut niveau. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, son prix est en baisse de 6,4 %. Toutefois un remboursement de la TIPP pour les achats de fioul domestique pour les agriculteurs a été mis en place depuis juillet 2004. Il est effectif pour 2006 (5 euros par hectolitre de septembre 2005 à septembre 2006, réduit à 4 euros à partir d'octobre 2006), mais pas pour 2007. L'Ipampa qui intègre ce remboursement pour 2006, présente une augmentation de 0,9 %.

La baisse des prix des produits pétroliers autres que le fioul domestique a été plus soutenue, respectivement - 5 % pour le fioul lourd et - 2,9 % pour le gazole sur les neuf premiers mois de l'année, en raison du poids nettement plus important de la TIPP.

Dans l'Ipampa, le poste « énergie et lubrifiants » est stable (+ 0,3 %) en moyenne pour les neuf premiers mois de l'année 2007.

Légère remontée des livraisons d'engrais azotés

Le cours des engrais augmente de près de 5 % sur la campagne 2006/2007 par rapport à la campagne précédente (achats pour la récolte 2007). La baisse du cours du gaz naturel, qui atteint 10 % sur les huit premiers mois de l'année 2007, est liée à celle des produits pétroliers. Elle permet une hausse plus modérée des prix des engrais simples azotés (+ 5,5 % sur la

campagne 2006/2007 après + 9 % sur la campagne 2005/2006). Dans le même temps, le cours des engrais potassiques augmente plus faiblement (+ 3,6 % contre + 8,3 % lors de la campagne précédente) alors que la hausse s'accroît pour les engrais phosphatés (+ 3,6 % après + 1,9 % lors de la campagne précédente).

Les volumes de fertilisants (en tonnes d'éléments fertilisants) livrés en France sont stables pour la campagne 2006/2007. Les livraisons d'engrais azotés augmentent de 1 %, celles de potasse reculent de 1 % et celles de phosphates se replient plus fortement (- 7,5 %).

Quasi-stabilisation des livraisons et faible hausse des prix des produits phytopharmaceutiques

Globalement stables sur la campagne 2005/2006 (+ 0,3 %), les prix des produits phytopharmaceutiques progressent de 0,5 % lors de la campagne 2006/2007 (oct. 2006/sept. 2007 pour la récolte 2007). Après une augmentation de 2,4 % sur la campagne 2005/2006, les prix des insecticides et acaricides diminuent de 1,6 %. Les prix

sont stables pour les fongicides mais augmentent de 3 % pour les herbicides et de près de 2 % pour les autres produits phytopharmaceutiques.

En baisse de 8 % sur la campagne précédente, le chiffre d'affaires des produits phytopharmaceutiques se replie de 1 % sur les deux premiers trimestres de la campagne 2006/2007. Les ventes d'insecticides et d'herbicides ont continué de baisser (- 5 %) alors que celles de fongicides ont progressé de 5 %, notamment pour le traitement des céréales.

La hausse des prix des aliments traduit l'envolée des cours des céréales

En cumul de janvier à août 2007, la production d'aliments composés pour animaux est en hausse de près de 5 % par rapport à son niveau de la même période de l'année précédente et légèrement supérieure à la moyenne des années 2002 à 2006 (+ 0,8 %). La production des aliments destinés aux herbivores est en progression de 6 % sur celle des huit premiers mois de 2006. Elle progresse de 6 % pour les aliments bovins avec une hausse plus soutenue pour les vaches laitières

(+ 7 %) que pour les autres bovins (+ 5 %) et également de 6 % pour ceux destinés aux ovins. Le mash, aliment composé récent à plus forte teneur en fibres que les aliments composés classiques et au poids plus élevé pour la même valeur nutritive, progresse de 14 % et représente 7 % de l'aliment bovin sur cette même période de 2007. En cumul sur les huit premiers mois de l'année 2007, la production d'aliments pour porcins est en hausse de 2,7 % par rapport à son niveau de 2006. Après deux années de baisse, la production d'aliments pour volailles augmente de plus de 6 %. Cette reprise concerne principalement les aliments pour poulets (+ 20 %), dont la production avait été très touchée par la crise de consommation déclenchée en octobre 2005 par l'influenza aviaire.

En moyenne de janvier à septembre 2007, le prix de l'ensemble des aliments composés, mesuré par l'indice Ipampa, augmente de près de 13 % par rapport à son niveau de 2006. Ce renchérissement du coût des aliments traduit l'envolée des cours des céréales (blé, orge, maïs, avoine) enregistrée depuis le début de la campagne 2006/2007 et qui s'amplifie sur la campagne 2007/2008 (*Le coût de l'alimentation animale s'alourdit, Moyens de production*).■

Rédacteurs par domaine :

Vue d'ensemble : Pierre Carrelet, Paul Casagrande, Géraldine Martin-Houssart, Jacqueline Paris, André Viguière à partir de leurs travaux et de ceux de Joëlle Fressignac, Lionel Hébrard, Géraldine Labarthe, Nadine Loirette, Christian Pendaries et Hervé Schoën

Synthèses :

Grandes cultures

Fruits

Gros animaux

Aviculture

Lait

Moyens de production

Pierre Carrelet, Hervé Schoën

Géraldine Labarthe

Nadine Loirette

Jacqueline Paris, Christian Pendaries

Lionel Hébrard

André Viguière

Publication réalisée par le Service Central des Enquêtes et Études Statistiques (Secrétariat Général) avec la collaboration de la Direction Générale des Politiques Économique, Européenne et Internationale Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Retour GRANDES CULTURES

Production des grandes cultures en baisse pour la troisième année consécutive

L'assolement du maïs est en baisse, à l'inverse du colza bioénergétique. La plupart des cultures céréalières voit leur rendement baisser, notamment pour le blé, conséquence d'une météo défavorable en 2007. La suppression de l'obligation de jachère en 2008 pourrait rencontrer une certaine inertie des producteurs à la remise en culture.

Les conditions météorologiques de ces dernières années n'avaient pas été très favorables, notamment en 2003 et 2006 avec un été particulièrement chaud, et un déficit d'eau de 2003 à 2006. Mais, d'après l'Organisation météorologique mondiale, l'année 2007 a connu les climats les plus « extrêmes » depuis qu'ils ont été enregistrés : vagues de froid sans précédent en Amérique du Sud, moussons asiatiques particulièrement sévères, sécheresse en Australie, vagues de chaleur en Europe de l'Est, relevés pluviométriques les plus élevés depuis 1789 en Grande-Bretagne. L'été s'est montré plutôt frais et pluvieux en France, les excédents de précipitations de mai à août 2007 avoisinant les 50 %. Ces conditions climatiques chaotiques ont balayé les espoirs printaniers de bons rendements pour la plupart des cultures et de nombreux pays producteurs de céréales, notamment les producteurs de blé, ont revu leurs prévisions de production et de rendement à la baisse.

Assolement du maïs en baisse

Depuis dix ans, les surfaces de céréales en France oscillent autour de 9 millions d'hectares. La sole de blé est en progression lente durant les années 2000 (+ 1,3 % en sept ans), avec des baisses observées sur le blé d'hiver en 2001 et 2003 compensées immédiatement l'année suivante.

La sole de colza en contrat de gel industriel se stabilise autour de 300 milliers d'hectares à partir de 1999, mais augmente fortement à partir de 2005 avec la mise en place des aides aux cultures énergétiques (ACE). Sa surface passe de 275 milliers d'hectares en 2004 à 680 milliers d'hectares en 2006, dont un peu plus de la moitié est attribuée au colza ACE.

La sole de maïs grain diminue régulièrement depuis plus de vingt ans et plus particulièrement depuis 2005 (- 19 % entre 2004 et 2007). Cette diminution est sensible aussi bien sur le maïs grain irrigué que sur le maïs grain non

irrigué, qui perdent respectivement 130 et 197 milliers d'hectares. En 2007, l'assolement de maïs grain est au plus bas avec 1 437 milliers d'hectares.

Le maïs irrigué reste la culture irriguée la plus rentable. Face aux sécheresses successives et au manque d'eau, les producteurs de maïs irrigué sont contraints toutefois de s'adapter. De 2003 à 2006, les besoins en eau d'irrigation des cultures de maïs sont de 30 % supérieurs à la moyenne de la décennie précédente (source modèle OSIRIS). Pour y répondre, les agriculteurs ont réduit les surfaces, mais se préservent la possibilité d'augmenter si nécessaire leurs apports d'eau sur les surfaces restantes. Les situations diffèrent cependant selon les régions, en fonction des impacts locaux des sécheresses et des disponibilités en eau. Alors qu'elles étaient restées stables depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, les superficies de maïs irrigué diminuent fortement sur la période récente. Entre 2004 et 2007,

elles baissent de 130 400 hectares, soit 17 %. Le recul atteint 28 % en Poitou-Charentes, région où les ressources en eau sont particulièrement limitées. Il est de 12 % en Midi-Pyrénées et de 16 % en Aquitaine, première région par l'étendue de ses surfaces en maïs.

La météo de cet été affecte les rendements des céréales à paille

Au cours des années antérieures, les rendements des différentes cultures céréalières ont eu une progression souvent tributaire d'une météo capricieuse. Une baisse de rendement plus ou moins importante affecte toutes les céréales en 2001 et surtout en 2003. Toujours en raison des mauvaises conditions météorologiques, ces rendements sont en baisse continue depuis 2005, excepté pour le maïs et le sorgho, surtout cultivé en sec, dont les fluctuations sont les plus marquées avec 64 q/ha en 2002 et 38 q/ha en 2003 pour revenir à 58 q/ha en 2007. L'excès d'humidité et le manque de soleil de l'été 2007 devraient entraîner des niveaux de rendement faibles pour la plupart des cultures. Avec 64 q/ha les céréales arriveraient presque au niveau très bas de 2003 qui avait atteint 61 q/ha, l'équivalent des rende-

ments moyens de la fin des années 80. Les cultures d'hiver de blé dur, avoine et orge ont été plus sensibles aux méfaits climatologiques que les cultures de printemps en 2007, avec des baisses de rendement respectifs de 4, 5 et 7 q/ha. Tous les rendements des cultures céréalières de printemps sont en baisse, excepté le blé dur qui profite d'une légère hausse de 1 q/ha. À l'exception du riz (- 2 q/ha) et du maïs grain irrigué (- 1 q/ha), les cultures d'été ont des rendements en hausse, les plus significatifs étant ceux du maïs grain non irrigué (+ 7 q/ha) et de la betterave.

Situation tendue pour le blé

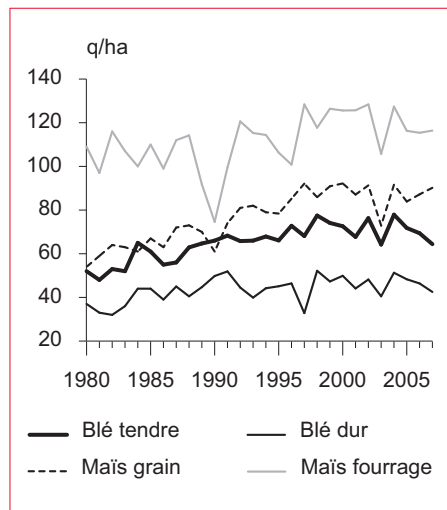
De 1980 à 1998, les rendements du blé tendre ont augmenté de 50 % passant de 52 à 78 q/ha. Depuis, la production connaît une tendance plate, voire baissière, avec des fluctuations sensibles suivant les années. On observe un creux important en 2003 (- 12 q/ha par rapport à 2002) et une baisse régulière depuis 2005 pour atteindre 64 q/ha en 2007, soit une réduction de 4 q/ha en dix ans. Le blé dur a suivi des fluctuations similaires au blé tendre, mais avec un déficit moindre en 2003 (- 8 q/ha) et une diminution relativement moins importante à compter de 2005.

Pour le maïs grain la situation est différente puisque les rendements sont en reprise ces deux dernières années, gagnant 12 q/ha pour atteindre 96 q/ha en 2007. Cette progression depuis 2006 est surtout due au maïs grain non irrigué qui marque une reprise après une année 2005 plutôt sèche. En 2007, le rendement du maïs grain irrigué atteint 106 q/ha, soit une hausse par rapport à l'année record de 2006 à 103,5 q/ha. Par rapport à 1997, le maïs fourrage perd 8 q/ha soit une baisse de 9 % pour atteindre 120 q/ha en 2007.

Suppression de l'obligation de jachère en 2008

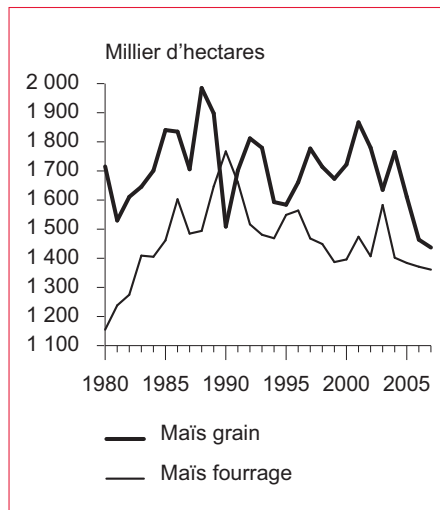
Avec les années 2000, la jachère agronomique, composée de jachère traditionnelle non aidée et surtout de jachère aidée, oscille autour de 1,3 million d'hectares. Suite aux mauvaises conditions climatiques de 2003, le taux de gel obligatoire a été abaissé de 10 à 5 %. Mais la diminution des surfaces en jachère est loin d'être proportionnelle. Des surfaces importantes demeurent « gelées » dans le cadre du gel volontaire. Ainsi le taux de gel total, incluant gel obligatoire et gel volontaire, est passé de 11,3 % en 2003 à 8,8 % en 2004. On observe alors une baisse en 2004 des surfaces de jachère agronomique de seulement 200 000 hectares, à 1,1 million de d'hectares. Dès l'année suivante, avec le rétablissement du taux de gel obligatoire à 10 %, les surfaces remontent à 1,3 million d'hectares. En 2007 les jachères aidées représentent 1,1 million d'hectares. Les tensions sur le marché céréalier en 2007 ont amené Bruxelles à décider d'annuler le 01/10/2007 les jachères aidées, au moins pour l'année 2008, afin de relancer les cultures de céréales. Cependant, comme on l'a déjà observé en 2004, la libération des assolements pourrait connaître une certaine inertie, les producteurs ne pouvant être que modérément intéressés à la remise en culture de terres restées en jachère depuis plusieurs années (taille de la parcelle, accessibilité, pente, éloignement), en particulier si elles sont de médiocre qualité. De plus l'obligation de jachère pourrait être réinstaurée pour la récolte de 2009.

Les rendements de blé diminuent depuis trois ans, mais le maïs résiste mieux



Source : Agreste

Surfaces de maïs grain au plus bas



Source : Agreste

Sources

- Météo France
 - Organisation météorologique mondiale
 - Agreste
 - OSIRIS
- Le dispositif OSIRIS est élaboré par Météo France, l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) et le Service central des enquêtes et études statistiques (Scees) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Osiris fournit un indicateur annuel des variations des besoins physiologiques du maïs grain en eau, qui prend en compte les précipitations, les températures et les principales caractéristiques des sols. Ces besoins sont estimés uniquement durant la période d'irrigation du maïs. L'indicateur est déterminé par comparaison à un besoin théorique de référence calculé sur la période de onze années s'étalant de 1993 à 2003. Il est établi sur les 198 petites régions agricoles dont le maïs irrigué représentait au moins 3 % de la superficie agricole en 2000.

[Retour GRANDES CULTURES](#)

Un bilan céréalier déficitaire en blé, mais pas en maïs

Le bilan mondial des céréales est tendu car la production ne permet pas de répondre aux besoins. C'est particulièrement le cas pour le blé, moins pour le maïs. Les marchés sont sensibles à ces tensions et les cours se sont envolés de juillet à septembre. Ils entament toutefois en octobre, pour le blé comme pour le maïs, une phase de repli.

Bilan mondial tendu pour les céréales en 2007/2008

Selon les données du Conseil International des céréales, la production mondiale 2007/2008 de céréales est estimée à 1 655 millions de tonnes. Cela représente une hausse de 6 % par rapport à la campagne 2006/2007 et de 7 % par rapport à la moyenne quinquennale, malgré des prévisions de récolte pessimistes en Australie et en Europe (production tous blés de l'UE à 27 prévue à 122,8 millions de tonnes pour 2007/2008 contre 125,2 millions de tonnes en 2006/2007) en raison des conditions météorologiques défavorables. En fait, la hausse de production prévue pour 2007/2008 résulterait des

cours mondiaux élevés au cours de la campagne précédente qui ont poussé les agriculteurs à augmenter leurs surfaces en culture (environ + 3 %). Cette hausse a été spectaculaire pour le maïs aux États-Unis pour répondre au développement de la filière éthanol (+ 18 %) où elle s'est accompagnée de bonnes conditions de culture pour aboutir à une production record (estimée à + 26 % par rapport à 2006).

Pour autant, le bilan mondial reste tendu car les stocks sont au plus bas et la situation ne va pas s'améliorer avec la campagne en cours. Le rapport stocks/consommation mondiale (15 %), fortement dégradé depuis deux campagnes, devrait être à son

minimum à la fin de la campagne 2007/2008.

Cet amoindrissement des stocks n'est que la conséquence de récoltes basses successives, et insuffisantes pour satisfaire la demande. En effet, sur les dix dernières années, la production mondiale de céréales (hors riz) a été inférieure à huit reprises à la consommation mondiale. Ce déséquilibre d'ensemble masque des situations contrastées : d'un côté, celle du blé qui présente un bilan mondial nettement déficitaire entraînant les cours mondiaux à la hausse et, de l'autre, celle du maïs dont le bilan mondial est légèrement excédentaire et pour lequel les tensions initiales pourraient s'apaiser avec la mise en marché de la récolte record aux États-Unis.

Déficit en blé, excédent en maïs

Tendanciellement, la production de blé n'augmente plus que légèrement, de l'ordre de 3 millions de tonnes par an, depuis le début des années 90. Cette faible croissance s'explique par la diminution des surfaces, principalement aux États-Unis, que ne compense pas la faible progression des rendements. Ces denrées ne progressent pratiquement plus en France et dans l'Union européenne, par exemple, en relation avec une utilisation plus limitée des intrants. La faible croissance tendancielle de la production, notamment de certains des principaux exportateurs, suit difficilement l'augmentation de la demande mondiale, soutenue par le croît de la population. De plus, cette situation s'est accompagnée, ces deux dernières années, de productions conjoncturellement plus faibles à la suite d'accidents climatiques.

Ce déséquilibre s'est traduit à partir de 2006-2007, dès le début de campagne, par un mouvement haussier des cours des blés. Pour 2007/2008, le début de la campagne est marqué par une réelle flambée des prix : le cours moyen de septembre s'établissait à 244,70 €/t pour le Soft Red Winter FOB et 250 €/t pour le Hard Red Winter du Golfe du Mexique. Pour bien saisir l'ampleur de cette flambée, il est nécessaire de rappeler que le cours moyen de septembre 2006 s'établissait à 133 €/t et 163 €/t pour le SRW et le HRW FOB du Golfe du Mexique. En une seule année, les cours ont donc quasiment doublé. Ils ont toutefois entamé en octobre une phase de repli. Quant au maïs, la situation est différente. En effet, les surfaces mondiales cultivées en maïs augmentent

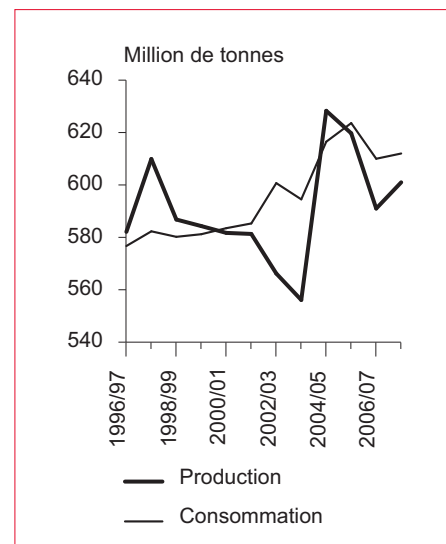
de façon modérée (+ 11 % entre 1990 et 2005) et les rendements ont fait un bond très net passant de 3,67 t/ha en 1990 à 4,91 t/ha en 2005. Les rendements moyens entre les périodes de 1990 à 1999 et de 2000 à 2005 ont progressé, au niveau mondial, de 15 %. Plus récemment, les États-Unis ont nettement développé leurs surfaces en maïs et donc augmenté massivement leur production. Malgré une utilisation d'éthanol qui devrait atteindre 84 millions de tonnes, soit le quart de la production, le bilan mondial devrait être excédentaire en 2007/2008. Dans ce contexte, la hausse des cours du maïs est moins importante que celle des cours du blé.

Vers une reprise des surfaces céréalières ?

Le niveau des échanges mondiaux de céréales est prévu à 222 millions de tonnes pour la campagne 2007/2008, soit à peine un million de moins que pour la campagne 2006/2007. Les échanges en maïs et sorgho progresseront légèrement, compensant la baisse des échanges en blé du fait des disponibilités limitées en Europe et en Australie.

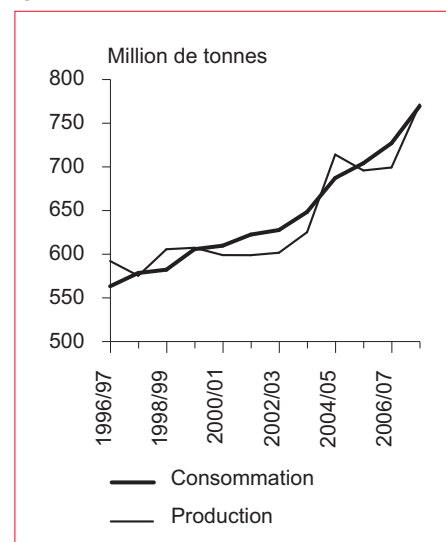
L'évolution du marché sera tributaire des perspectives de récolte pour 2008. L'Union européenne a, d'ores et déjà, abaissé son taux de jachère obligatoire de 10 à 0 %. Le haut niveau de prix pourrait encourager par ailleurs dans d'autres pays l'extension des surfaces, voire une utilisation accrue d'intrants. L'extension des surfaces céréalières dépendra toutefois également des opportunités offertes par d'autres cultures et notamment les oléagineux.

Un bilan mondial déficitaire en blé



Source : Conseil International des Céréales, « Marché des Céréales », septembre 2007

Bilan mondial en maïs moins tendu que celui du blé



Source : USDA

Sources

- Office national interprofessionnel des grandes cultures : compte rendu du Conseil spécialisé des céréales, disponible sur le site de l'OniGC
- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de prix et cours des céréales et oléoprotéagineux sont fournies par l'OniGC (blé rendu Rouen) et le journal La Dépêche.
- Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- United States Department of Agriculture

Pour en savoir plus

Mais aussi :

Les publications AGRESTE :

- Infos rapides Grandes cultures : Récolte de maïs en hausse, 12 octobre 2007
- Synthèse céréales : La hausse des cours s'accélère en août, 18 septembre 2007
- Synthèse Oléoprotéagineux : Envolée des cours pour les graines oléagineuses françaises, 18 septembre 2007
- Infos rapides Grandes cultures : Céréales à paille : récoltes décevantes, 9 août 2007
- Cours élevés pour le blé tendre en 2006 - 2007, 10 novembre 2006

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Fruits

Synthèse novembre 2007

[Retour LÉGUMES ET FRUITS](#)

Les prix ne compensent pas la faible production de pêche

La campagne 2007 s'est caractérisée par une récolte faible pour l'ensemble pêche et nectarine et une très faible pour l'abricot. Dans les deux cas, le début de campagne a été confronté à des prix bas, la précocité de la campagne densifiant l'offre à ce moment-là. Cependant, contrairement à la pêche, l'abricot a bénéficié d'abord d'un redressement rapide des prix et ensuite, pour l'essentiel de la campagne, de prix élevés.

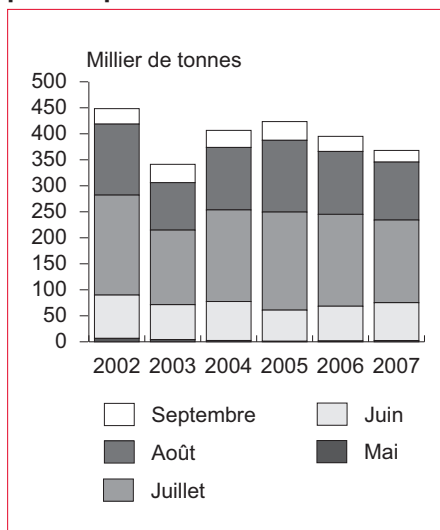
Un mois de juillet difficile pour la pêche

Malgré une récolte en retrait de 7 % sur celle de 2006 et de la moyenne quinquennale, la campagne 2007 de commercialisation des pêches et nectarines a été caractérisée par plusieurs semaines de prix très bas en raison d'une demande sans dynamisme, jusqu'à la fin du mois de juillet. La récolte a été précoce : le cœur de campagne est arrivé avec deux semaines d'avance par rapport à une année normale. La demande a été découragée a priori par un temps maussade dans la majeure partie de la France. Des stocks ont été constitués, qui ont gonflé l'offre sans que la demande suive, et des cours particulièrement bas en ont résulté.

En août, la demande s'est améliorée grâce à des conditions météorologiques plus favorables et à la remontée

des températures, mais aussi en raison de la diminution des prix au détail

Une campagne précoce pour la pêche



Source : Agreste - Récolte mensuelle de pêches, nectarines et brugnons

qui ont progressivement baissé pour se trouver au plus bas fin juillet. Par ailleurs, l'offre s'est nettement réduite en août à la faveur d'une petite récolte, de surcroît particulièrement précoce. Ces différents facteurs ont permis une réduction des stocks et une remontée sensible des cours.

Des prix des pêches et nectarines très bas en juin et juillet

	2007	2007/2006	2007/ Moyenne
Mai	225.9	-	+ 13 %
Juin	134.0	- 12 %	- 12 %
Juil.	100.2	- 24 %	- 18 %
Août	124.3	+ 1 %	+ 15 %
Sept.	128.3	+ 53 %	+ 44 %

Source : Agreste Ippap base 100 en 2000

Des conditions de commercialisation favorables pour les variétés tardives d'abricot

Les dernières prévisions de production en abricot établies par le Service Central des Enquêtes et Études Statistiques (Scees) du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche font état de 126 000 tonnes d'abricots récoltés en

2007, soit une diminution de 23 % par rapport à la moyenne des cinq dernières récoltes. En plus d'une offre limitée, l'abricot français n'a pas été confronté à une forte concurrence cette année, la récolte espagnole étant également faible. Pourtant, jusqu'à fin juin, la demande a été insuffisante et les cours ont atteint des niveaux bas (-25 % par rapport à une année moyenne).

Divers facteurs ont pu affecter la demande : le temps maussade peu encourageant pour la consommation de fruits d'été, la qualité parfois altérée par les pluies, les cours de début de mois élevés du fait de l'offre déficitaire cette année, des mises en avant éventuellement modérées par crainte de manque de disponible pour réapprovisionner, etc.

En juillet-août, les variétés dominantes sont des variétés tardives : orangé de Provence et bergeron. Leurs calibres très majoritairement gros et leur qualité satisfaisante ont certainement favorisé une bonne demande, tout comme le dégagement du marché européen à leur arrivée car, à cette période de l'année, les seuls apports en abricot sont français.

Toutefois, pour ces variétés tardives, l'année a été en outre caractérisée par des quantités présentes moins longtemps avec une fin de campagne précoce et en plus faible volume. La région Rhône-Alpes, qui concentre plus de 90 % des surfaces produisant du bergeron et plus de 70 % de surfaces d'orangé de Provence (enquête Vergers 2007, Scees) verrait en effet, en 2007, sa récolte en dessous de la moyenne quinquennale de 27 % (conjuncture fruitière au 1^{er} août 2007, Scees).

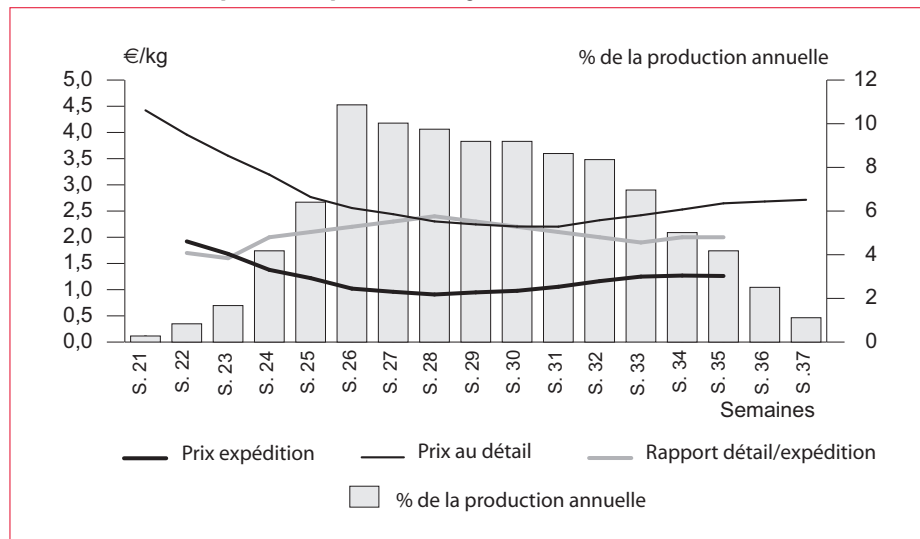
Les variétés tardives ont bénéficié d'un marché dynamique, surtout européen, et de ventes rapides en fin de campagne. Face à cette offre plus limitée que les autres années, en quantité comme en durée, les cours de l'abricot sont nettement remontés par rapport à ceux des variétés de la première partie de campagne et la saison 2007 s'est achevée sur des prix élevés (+23 % par rapport à la moyenne quinquennale 2002-2006 en juillet, +42 % en août).

Des prix élevés en juillet et août pour l'abricot

	2007	2006	Moyenne 2002-2006
Juin	103,1	109,9	138,1
Juillet	122,3	91,9	99,6
Août	163,7	99,8	115,6

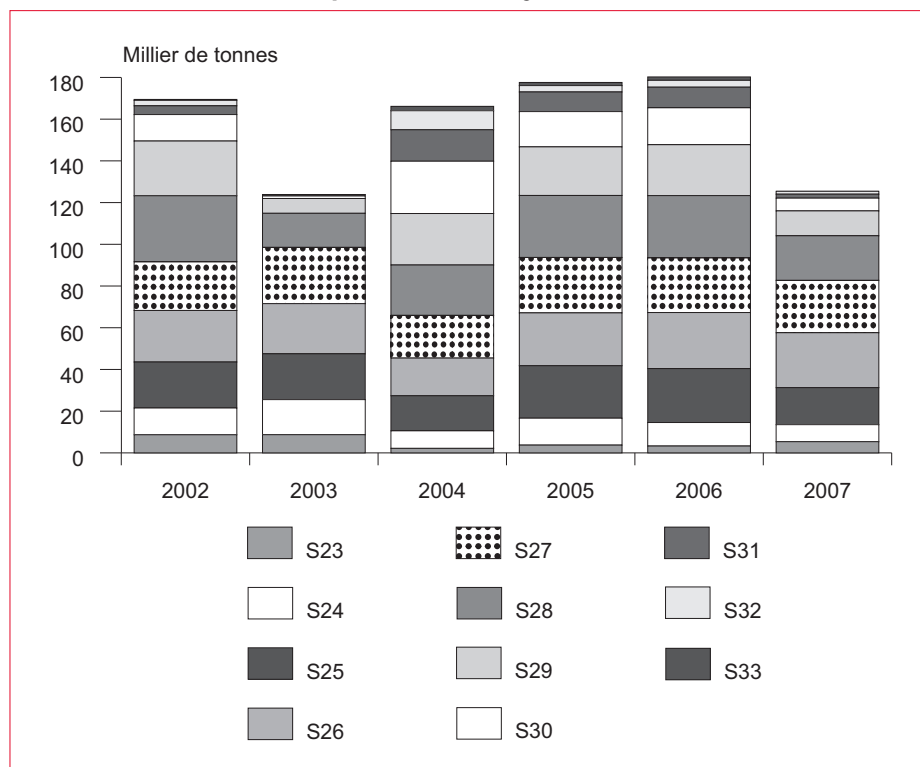
Source : Agreste

Amélioration du prix des pêches fin juillet



Source : SNM, prix à l'expédition et au détail de pêches et nectarines 2007

Faible récolte d'abricot à partir de début juillet



Source : Agreste

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture fruitière (Agreste, Scees)
- Service des Nouvelles de Marché
- Fel Actualités d'Interfel

Pour en savoir plus

Mais aussi :

Les publications AGRESTE :

- Infos rapides Abricot : Production inférieure de 23 % à la moyenne, août 2007
- Infos rapides Cerise : Nouvelle révision à la baisse des prévisions de récolte : - 16 % par rapport à la moyenne, juillet 2007, et « Rectificatif au numéro 3 - juillet 2007, septembre 2007
- Infos rapides Pêche : Récolte en baisse de 7 % sur la moyenne, septembre 2007
- Infos rapides Pomme : Récolte en cours partout, en de nombreuses variétés, septembre 2007
- Infos rapides Poire : Rendements souvent en baisse par rapport à 2006, septembre 2007

PRODUCTIONS ANIMALES - Gros animaux

Synthèse novembre 2007

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Une année difficile pour les broutards

Après une situation 2006 très favorable à la filière, le potentiel de production s'accroît en 2007. Cependant, le marché des broutards fortement dépendant de la demande italienne connaît un repli de ses exportations au cours du premier semestre 2007. Depuis fin juillet 2007, l'extension des foyers de fièvre catarrhale depuis le Nord-Est de la France vers le bassin allaitant réduit les possibilités d'exportation des animaux vivants. L'impact sur les prix se ressent à partir de septembre 2007.

Un potentiel de production qui s'accroît

Après avoir enregistré une perte de près de 97 000 têtes en 2006, le cheptel bovin français retrouve en 2007 l'effectif global qu'il comptait en 2005. Les types de production évoluent cependant différemment avec une perte importante du troupeau de vaches laitières (- 137 000 têtes depuis 2005) quasiment compensée par l'augmentation du troupeau de vaches nourrices (+ 105 000 têtes). Cette évolution pourrait entraîner dès 2008 une augmentation de la production de jeunes bovins. La croissance de 63 000 têtes en 2007 de l'effectif des bovins de 1 à 2 ans peut traduire le recul des exportations de jeunes broutards.

Un marché français fortement dépendant de la demande italienne

Les débouchés de broutards français sont assurés par les exportations d'animaux d'élevage à l'intérieur de

l'Union Européenne. Deux pays totalisent plus de 95 % des exportations. Le principal client est l'Italie avec près de 83 % des débouchés en 2005 et 84,5 % en 2006 ; l'Espagne se place

en deuxième position avec des volumes très inférieurs qui représentent près de 13 % des échanges en 2005 et seulement 11 % des échanges l'année suivante.

Effectif (1 000 têtes)	Mai 2005	Mai 2006	Évolution 2006/2005 (%)	Mai 2007	Évolution 2007/2006 (%)	Évolution 2007/2005 (%)
Vaches nourrices	4 045	4 079	+ 0,84	4 150	+ 1,74	+ 2,60
Vaches laitières	3 734	3 666	- 1,83	3 597	- 1,87	- 3,66
Total bovins de 2 ans et plus (autres que vaches)	2 610	2 566	- 1,67	2 578	+ 0,47	- 1,21
Total bovins de 1 à 2 ans	3 691	3 698	+ 0,20	3 761	+ 1,70	+ 1,90
Total bovins de moins de 1 an	5 278	5 252	- 0,49	5 272	+ 0,38	- 0,12
Veaux de boucherie	631	612	- 2,96	603	- 1,53	- 4,44
Autres veaux de moins de 1 an	4 647	4 639	- 0,16	4 669	+ 0,63	+ 0,47
Total bovins	19 358	19 261	- 0,50	19 358	+ 0,50	+ 0,00

Source : Agreste, enquêtes cheptel, résultats au 1^{er} mai 2007 issus de la BDNi calés sur les résultats des enquêtes de mai précédentes

Entre 2005 et 2006, les effectifs exportés à destination de l'Italie ont augmenté globalement de 14 000 têtes, (+ 1,5 %). Cette variation résulte essentiellement de l'augmentation des exportations de gros bovins mâles de 23 400 têtes (+ 3,8 %) alors qu'en parallèle les exportations de jeunes broutards baissent de 4 700 têtes et celles des génisses de 4 800 têtes.

Pour 2007, le cumul des échanges réalisés au cours des huit premiers mois de l'année à destination de l'Italie est en net recul par rapport à celui enregistré à la même période en 2006 (- 45 300 têtes) mais supérieur à celui de 2005 (+ 8 700 têtes). La demande italienne en jeunes broutards se replie (- 10 000 têtes par rapport à 2005 ou 2006) mais, surtout, les envois de gros bovins diminuent de 40 000 têtes par rapport à 2006 sans cependant revenir aux effectifs de 2005 qui étaient encore plus bas pour cette catégorie. De plus, étant donné le potentiel de production élevé en broutards, un grand nombre d'animaux a été fini en France comme en témoigne l'abatage de plus de 105 000 têtes de bovins mâles de janvier à août 2007 par rapport à la même période de 2006.

Des prix liés aux crises sanitaires

Après avoir bénéficié en 2006 de cours globalement très favorables, le marché des broutards enregistre en 2007 pour toutes les catégories une chute des prix.

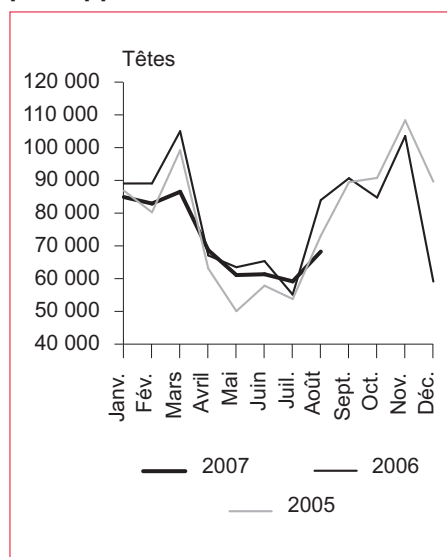
Les cotations de bovins maigres ont débuté l'année avec une relative stabilité avec des cours qui avaient retrouvé des valeurs plus proches de 2005 que de 2006. Cependant, la remontée des prix qui intervient habituellement fin mai n'a pu avoir lieu. Au contraire, la tendance à la baisse s'accroît les semaines suivantes même si une légère reprise est enregistrée fin août. De nouvelles perturbations en septembre entraînent même une interruption des cotations officielles les semaines 39 et 40. On enregistre ensuite des prix inférieurs de 0,40 €/kg vif en bovin maigre limousin de 6-12 mois par rapport à la même période en 2006 ou 2005.

Pour les jeunes bovins R, la chute des cours a été régulière au cours des six premiers mois de l'année enregistrant en mai des pertes de 0,60 € par rapport à 2006 et de 0,20 € par rapport à 2005. Une remontée des cours s'effectue en juillet août et permet de revenir

à des valeurs proches de celles de 2005 en septembre.

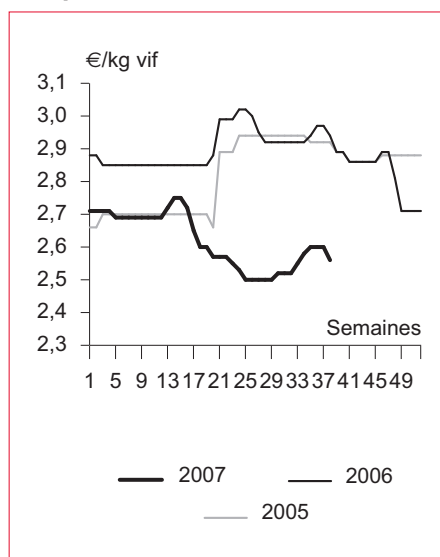
Ces fluctuations du marché pourraient trouver des explications principalement dans l'impact des crises sanitaires sur la filière. En 2006, la filière avait profité des répercussions de l'influenza aviaire qui avait entraîné un report de consommation sur la viande bovine. Ce report a été particulièrement marqué en Italie qui a augmenté de 14 000 têtes ses importations de broutards depuis la France en 2006 par rapport à 2005. Il en résulte une montée des cours des broutards surtout aux deux premiers trimestres. Au début de l'année 2007, le retour à la normale de la consommation de viande de volailles n'est pas favorable à celle de la viande bovine, la demande italienne est donc plus faible. À cela, s'ajoute l'augmentation significative du prix des aliments nécessaires à l'engraissement des animaux qui freine les importations italiennes de broutards. On assiste à un retour à la normale des cours des bovins maigres qui reviennent vers leur niveau de 2005 avant d'accuser un net recul. Depuis fin juillet 2007, l'extension des foyers de fièvre catarrhale depuis le Nord-Est de la France vers le bassin allaitant a progressivement réduit les possibilités d'exportation des

Baisse des exportations françaises de broutards vers l'Italie en 2007 par rapport à 2006



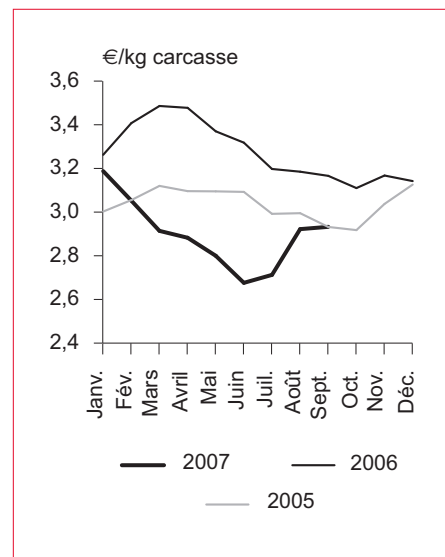
Source : Douanes

Bovins maigres limousins : pas d'augmentation saisonnière des prix à l'été 2007



Source : Office de l'élevage, cotation des bovins maigres limousins de 6-12 mois

Chute des cotations de jeunes bovins de classe R en 2007



Source : Office de l'élevage

animaux vivants. Le bassin charolais a ensuite été aussi touché. Cependant, l'impact sur les prix ne se fait sentir qu'à partir de septembre.

Les conséquences réelles de cette crise sanitaire sur les volumes d'exportation et les prix devront toutefois s'apprécier dans la durée.

Bovins maigres charolais : pas d'augmentation saisonnière des prix à l'été 2007

Sources et définitions

■ Les principales sources :

l'enquête cheptel bovins réalisée par le Scees et la base de données nationale d'identification bovine (BDNI) pour les effectifs.

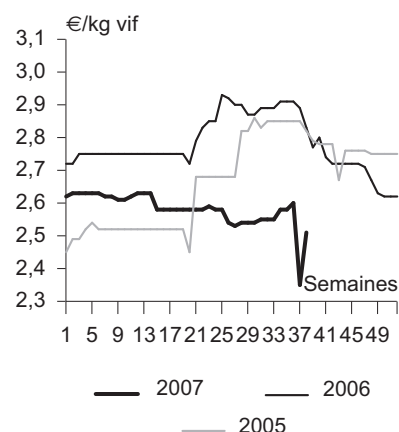
les statistiques des Douanes pour le commerce extérieur des animaux vivants.

l'office de l'élevage pour les cotations d'animaux vivants.

■ Définitions :

ont été pris en compte dans la catégorie « Broutards » du commerce extérieur :

- les animaux maigres de 6-12 mois.
- les génisses.
- les gros bovins mâles non castrés.



Source : Office de l'élevage, cotation des bovins maigres charolais de 6-12 mois

Pour en savoir plus

Mais aussi :

Les publications AGRESTE :

- « Conjoncture animaux de boucherie », Agreste - Conjoncture, n° 10, octobre 2007.
- « Légère reprise de la production bovine en 2007 », Agreste - Conjoncture, n° 10, juillet 2007.

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

Synthèse novembre 2007

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Sortie de crise pour l'ensemble de la filière volaille à l'exception de la dinde

La perturbation subie par la filière volaille, en raison des craintes liées au virus H5N1, s'est concentrée sur la période allant d'octobre 2005 au début de l'été 2006. Ces événements ont touché une filière déjà confrontée à une baisse tendancielle de la production et des exportations. En effet, le secteur de la volaille de chair souffre depuis le début des années 2000 d'une baisse ininterrompue de la production et des exportations.

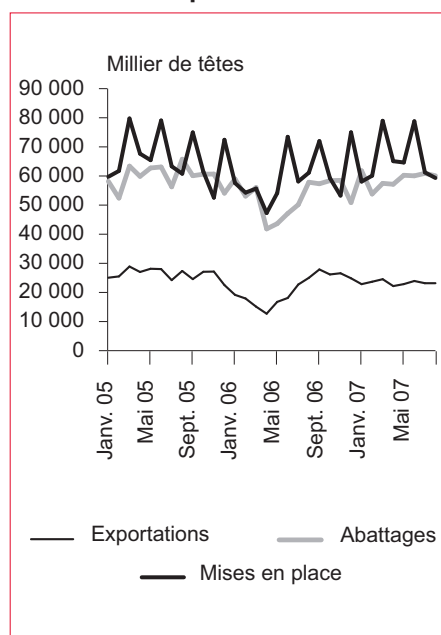
Les espèces qui constituent la filière n'ont pas réagi de la même manière à cette crise. Le poulet a été le plus touché et en est sorti progressivement alors que la filière gras, canards et oies, n'a pratiquement pas été impactée. Concernant la dinde, la baisse observée depuis 2001 s'est confirmée après un impact modéré de l'influenza aviaire et malgré une légère reprise en sortie de crise.

La filière poulet est très impactée par la crise de l'influenza aviaire

À partir de l'automne 2005, la consommation de viande de volaille a fortement baissé en Europe et en France en raison des inquiétudes engendrées par des cas d'influenza aviaire en Europe de l'Est. La baisse de la demande a eu un effet rapide sur les prix de gros. À Rungis, en octobre 2005, le prix de gros du poulet standard a baissé de 13 % par rapport à octobre 2004 (- 21 % en novembre).

Les exportations de viande de poulet ont été rapidement et fortement touchées par la crise. Elles ont été ainsi divisées par deux entre octobre 2005 et avril 2006. La diminution s'accroît en mars et avril, après la découverte, en février 2006, d'un cas d'influenza aviaire en France, dans la région de la Dombes.

Les mises en place de poulet très affectées par la crise



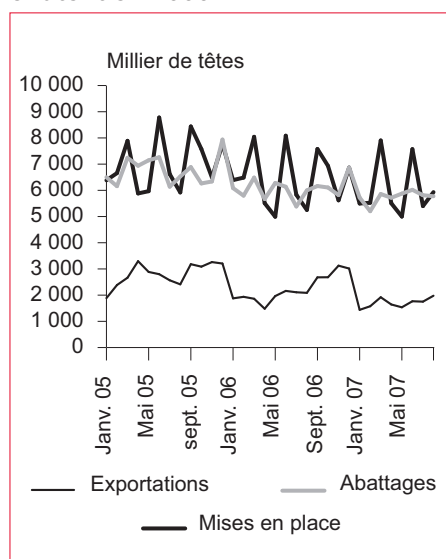
Source : Agreste, Douanes

Les difficultés d'écoulement de la viande de volaille sur le marché ont entraîné la baisse des mises en place de poussins dès la fin de l'année 2005. Elles ont ainsi diminué de plus de 16 % au premier et au deuxième trimestre 2006 par rapport aux mêmes périodes de 2005. En conséquence, les abattages se sont réduits au premier trimestre 2006 (- 3,4 %) pour ensuite chuter de près de 30 % au deuxième trimestre pour les poulets de chair.

Les exportations de viandes de dinde ont également connu un net repli à partir du premier trimestre 2006 (- 18 %), fortement accentuée au deuxième trimestre (- 38 %). Les mises en place ont diminué seulement à partir du deuxième trimestre (- 10 %) et les abattages, en baisse de 8 % au premier trimestre, sont contractés de 15 % au deuxième trimestre.

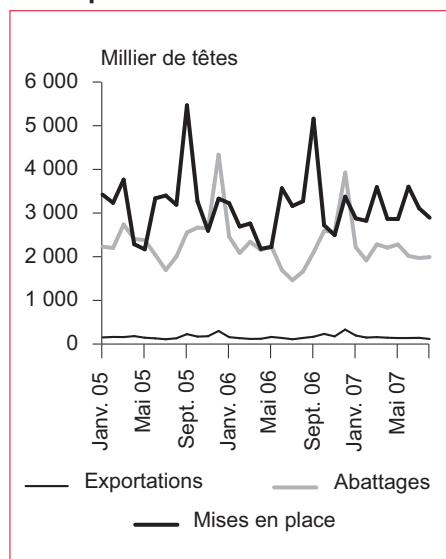
Les autres filières ont un peu mieux résisté à la crise. Pour les pintades, le recul des exportations n'apparaît qu'au deuxième trimestre 2006 (- 8 %). Les mises en places, en augmentation de 17 % au premier trimestre 2006, ont progressé plus faiblement au deuxième trimestre (+ 2,3 %). La baisse des abattements, initialisée au premier trimestre (- 3,4 %), s'est accentuée au deuxième trimestre (- 11 %). Dans le même temps, la filière des canards gras a été très peu impactée par la crise. Les mises en place de poussins ont augmenté de 3,5 % au premier trimestre 2006 par rapport à la même période de 2005 avant de ralentir légèrement au deuxième trimestre (2,3 %).

Les exportations de dinde chutent en 2006



Source : Agreste, Douanes

Un impact de la crise limité sur la pintade



Source : Agreste, Douanes

Sortie de crise progressive sauf pour la dinde

À partir du 18 juin 2006, la France a retrouvé le statut de pays indemne d'influenza aviaire. Les marchés à l'exportation ont ainsi pu se réouvrir progressivement aux viandes de volailles françaises.

Pour le poulet, filière très touchée par la crise, la situation s'est nettement améliorée. Les exportations de viandes ont marqué une nette reprise à partir du troisième trimestre 2006, tout en restant nettement inférieures à leur niveau de 2005 (respectivement - 10 % et - 17 % pour les premier et deuxième trimestre 2007).

Les mises en places sont réparties à la hausse à partir de juin 2006. Au premier semestre 2007, leur niveau est à peine en retrait par rapport à celui observé en 2005 à la même période (- 2 % en 2007 comparé à 2005). La progression des abattements suit l'évolution des mises en place. Au premier trimestre 2007, ils restent inférieurs de 2,5 % à ceux de 2005.

En juin 2006, les cours des poulets Label sur le marché de gros de Rungis ont atteint un très haut niveau (+ 35 % par rapport à juin 2005 et - 1,7 % en juin 2007 par rapport à juin 2006) en raison de la faiblesse de l'offre et de la reprise de la consommation.

Malgré une légère reprise au troisième trimestre 2006, la filière dinde reste, en 2007, très éloignée de son niveau

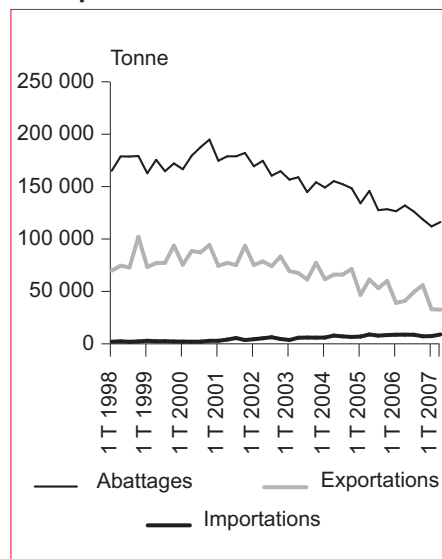
de 2005. Au premier semestre 2007, les exportations sont en repli de 12 % par rapport au premier semestre 2006 et de 38 % comparées à leur niveau de 2005. Les mises en place du premier semestre 2007 sont en recul de 6 % par rapport à 2006 et inférieures de 11 % par rapport à 2005.

La filière de la dinde est en repli depuis 2001

La filière de la dinde connaît une baisse structurelle depuis 2001.

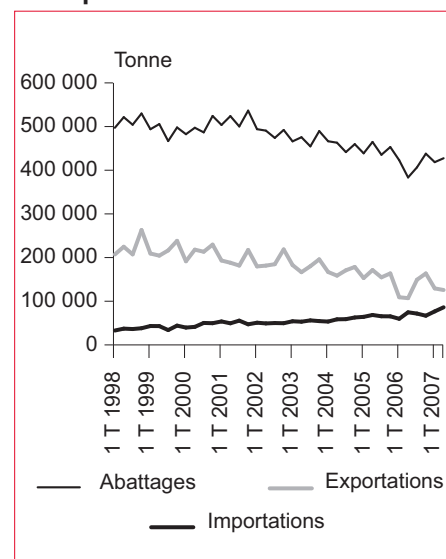
La demande extérieure adressée à la France a fortement diminué depuis 2001. Au deuxième trimestre 2007, les volumes exportés sont en recul de 58 % par rapport au deuxième trimestre 2001. Ils ne représentent plus que 29 % de la production contre 43 % en 2001. Les exportations se réduisent, tant vers l'Union européenne (- 57 %) que vers les pays tiers (- 60 %). Dans l'Union européenne, la baisse porte surtout sur l'Allemagne et dans une moindre mesure sur la Belgique et le Royaume-Uni. Sur la même période, les abattements se sont également repliés, mais moins fortement (- 35 % entre 2007 et 2001). Dans le même temps, les importations ont été multipliées par deux sur cette période et représentent près de 8 % de la production française contre 2 % en 2001. Elles progressent fortement en provenance de l'Union européenne et notamment de l'Allemagne mais aussi des pays tiers.

Une baisse continue de la production de dinde



Source : Agreste, Douanes

Un déclin plus limité de la production de volailles



Source : Agreste, Douanes

Ce déclin observé au sein de la filière dinde s'inscrit dans une diminution globale de la viande de volaille. Néanmoins, il est encore plus prononcé que pour les autres espèces.

Sur la même période, les exportations se sont repliées de 33 % pour l'ensemble des volailles (- 40 % vers l'Union européenne et - 27 % vers les pays tiers) et représentent 29 % de la production contre 36 % en

2001. Les abattages se sont réduits moins fortement (- 18 %). Dans le même temps, les importations ont augmenté de 74 % et représentent 20 % de la production contre 9 % en 2001.

Sources

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes équivalent carcasse (gallus, dindes, canards, pintades...).
- L'enquête Accoueurs pour les quantités d'œufs mis en incubation et les poussins éclos utilisés en France.
- Le service des nouvelles des marchés pour les cotations des volailles.
- Le journal « Les marchés » pour la cotation TNO (tendance nationale officielle) des œufs.
- Les statistiques des Douanes pour le commerce extérieur.

Pour en savoir plus

- Agreste conjoncture, Aviculture, n° 9, septembre 2007.
- Synthèse Aviculture : la reprise de la production se poursuit sauf pour les œufs et la dinde, septembre 2007.

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse Collecte laitière novembre 2007

[Retour PRODUCTIONS ANIMALES](#)

Déficit structurel de la collecte de lait de vache

La faiblesse de la collecte laitière se confirme en 2007. Après quatre déficits successifs dont un déficit record lors de la campagne laitière 2006/2007, à 646 milliers de tonnes, la France pourrait observer un nouveau déficit record au cours de la campagne 2007/2008. Ce sont principalement des raisons structurelles qui expliquent ce faible niveau de la collecte laitière française. La filière laitière reste marquée par une forte restructuration de ses moyens de production. Le nombre de livreurs à l'industrie laitière a fortement chuté depuis ces dernières années (- 20 % de 2000 à 2006). La baisse du nombre de vaches laitières se poursuit, - 140 000 têtes de mai 2005 à mai 2007, et le cheptel laitier passe sous le seuil des 3,6 millions de têtes.

Une collecte de lait de vache en net recul en 2007

Après une baisse de 2,1 % en 2006, la collecte de lait de vache reste mal orientée au cours de l'année 2007. Après quatre déficits successifs dont un déficit record au cours de la campagne laitière 2006/2007, à 646 milliers de tonnes, la France pourrait à nouveau observer un déficit record au cours de la campagne 2007/2008, accentué par la nouvelle hausse de 0,5 % de la quantité nationale de référence accordée à la France dans le cadre de la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) de 2003. Le dernier excédent avait été observé lors de la campagne 2002/2003.

À mi-campagne 2007/2008, le déficit serait estimé fin septembre à déjà près de 640 milliers de tonnes. D'avril à septembre 2007, la collecte cumulée corrigée de la matière grasse reculerait de 1,8 % par rapport à la même période de la campagne précédente. D'après les derniers sondages mensuels de l'Office de l'élevage, les litrages collectés reculeraient de plus de 1 % en septembre 2007 par rapport au faible niveau de 2006, et se situeraient au niveau des litrages de septembre 2003 marqués par la canicule de l'été. D'après les derniers sondages hebdomadaires de l'Office de l'élevage, la collecte serait toujours très mal orientée en octobre 2007, avec une baisse moyenne de près de 2 % au cours des deux premières semaines d'octobre.

Des éleveurs et un cheptel laitier moins nombreux

Ce sont principalement des raisons structurelles qui expliquent ce faible niveau de la collecte laitière française. La filière laitière reste marquée par une forte restructuration de ses moyens de production. Le nombre de livreurs à l'industrie laitière a fortement chuté ces dernières années, perdant plus de 25 000 livreurs de 2000 à 2006, soit une baisse de plus de 20 % en 6 ans, pour atteindre en 2006 un peu plus de 94 000 livreurs, d'après les résultats de l'enquête annuelle laitière. Pour l'année 2006, leur nombre diminue de 3,7 %, après des reculs de 4,9 % en 2005 et de 4,6 % en 2004. Les baisses les plus fortes s'observent dans

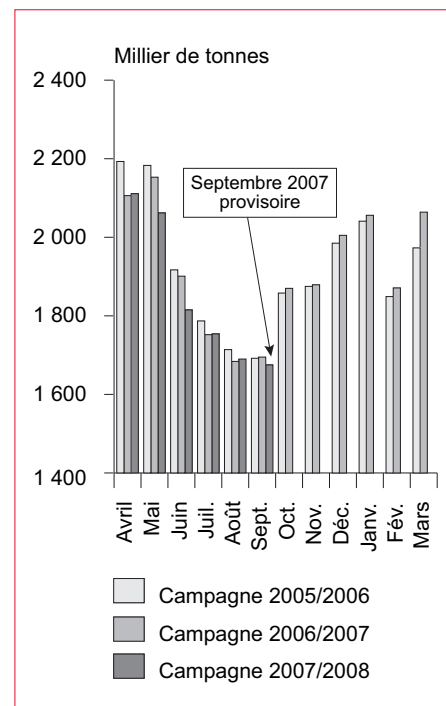
les régions de forte production laitière : Bretagne (- 4,7 %), Pays de la Loire (- 4,8 %) alors que la baisse est moins prononcée dans les régions Franche-Comté (- 2,3 %), Basse-Normandie (- 2,7 %) et Rhône-Alpes (- 3,4 %).

Concernant le cheptel laitier, la baisse du nombre de vaches laitières s'amplifie en 2007. D'après l'étude sur le cheptel bovin réalisée par le Scea à partir de la base de données nationale d'identification bovine (BDNI) et de l'enquête cheptel, le nombre de vaches laitières diminue à nouveau en mai 2007 (- 1,9 %), après une baisse de 1,8 % en 2006, année marquée de plus par une stagnation de la productivité moyenne des vaches laitières. Le cheptel laitier a perdu près de 140 000 têtes de mai 2005 à mai 2007, et passe sous le seuil des 3,6 millions.

L'accélération des cessations d'activité des éleveurs au cours de ces dernières années, les délais dans la réallocation des droits à produire et la mise en place de la production correspondante, ont limité la production laitière.

À ces effets structurels, s'ajoutent de surcroît des raisons conjoncturelles. L'été 2007 particulièrement humide et propice à la production herbagère aurait incité les éleveurs à privilégier le pâturage au détriment de compléments alimentaires aux prix élevés, limitant ainsi la productivité laitière de leur troupeau. À défaut d'une reprise en fin d'année, qui a été encouragée par des mesures d'élargissement des allocations provisoires, la collecte laitière pourrait atteindre un très faible niveau en 2007.

La collecte de lait de vache reste faible au cours de l'été 2007



Source : Office de l'élevage/Agreste, enquête mensuelle laitière unifiée

Sources et définitions

Les principales sources :

- L'enquête mensuelle laitière unifiée de l'Office de l'élevage/Scea pour les données de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers.
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du Scea pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache.
- Les statistiques des douanes pour les données sur le commerce extérieur.

Pour en savoir plus

Mais aussi :

Les publications AGRESTE :

- « Lait et produits laitiers en 2006 », Chiffres et données Agroalimentaire, à paraître prochainement.
- « L'industrie laitière en 2005 : Amélioration en demi-teinte », Agreste-Primeur n° 187, janvier 2007.
- « Priorité aux AOC pour les fromages au lait cru », Agreste-Primeur n° 189, janvier 2007.

Le Pôle laitier du Scea à Toulouse : Lionel HÉBRARD (tél. : 05 61 28 95 28), Serge CAZENEUVE (tél. : 05 61 28 93 78) et Jeanne GABRYSIK (tél. : 05 61 28 94 40).

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse Produits laitiers novembre 2007

[Retour PRODUCTIONS ANIMALES](#)

La flambée des prix des produits laitiers industriels se répercute tardivement sur le prix de lait de vache à la production

Les prix des produits laitiers industriels, poudres de lait et beurre, flambent sur le marché mondial, en raison d'un déséquilibre entre l'offre et la demande. La limitation de l'offre s'explique par la forte chute des deux principaux pays exportateurs sur le marché mondial : l'Australie et l'Argentine. Face à une demande mondiale qui reste dynamique, les cours mondiaux de poudres de lait et de beurre s'envolent au cours du premier semestre de 2007, se répercutant de fait sur les prix français. Cependant, la hausse du prix du lait de vache, en relation avec l'évolution des prix des produits laitiers industriels, ne s'est amplifiée qu'au cours de l'été 2007, avec des hausses de plus de 6 % en juillet et de 8 % au mois d'août 2007 pour atteindre 31,3 €/hl, soit le niveau atteint en août 2002.

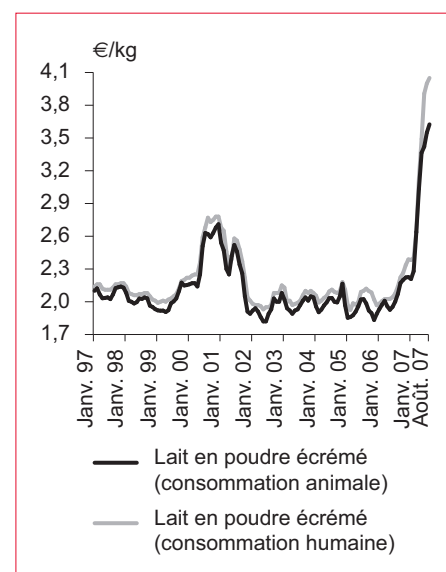
Amorcée au cours du second semestre de 2006, la hausse des prix des produits laitiers industriels s'amplifie en 2007.

L'année 2007 est une année particulièrement favorable pour le marché mondial des produits laitiers, avec une flambée des prix des produits laitiers intermédiaires, et notamment ceux des poudres de lait et du beurre. Ces hausses des prix résultent d'un fort déséquilibre entre une offre mondiale réduite et une demande soutenue. La limitation de l'offre s'explique par la forte chute des exportations des deux principaux pays très présents sur le marché mondial. Des conditions climatiques désastreuses, sécheresse de 2006 en Australie et inondations en Argentine, ont limité les exporta-

tions de produits laitiers. De même, au niveau européen, le climat particulièrement défavorable pénalise la production laitière en 2007, après une faible collecte en 2006, et plus particulièrement en France. Dans ce contexte d'une offre limitée et d'une demande mondiale qui reste vigoureuse, l'envolée des prix mondiaux s'est répercutée sur les prix européens et français. En France, l'euphorie du marché mondial a incité les industriels à accroître les exportations de produits laitiers industriels (poudres et beurre), mais les fabrications restent limitées en raison des faibles disponibilités laitières.

Concernant la poudre de lait écrémé destinée à la consommation humaine, les cours français sont désormais proches des cours mondiaux, après avoir

Le prix des poudres de lait écrémé en forte hausse en 2007

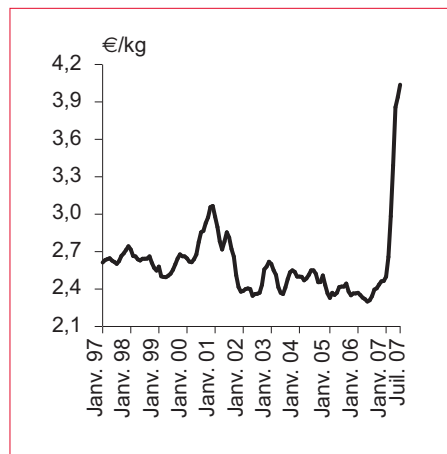


Source : DGPEI

été nettement au-dessus depuis de nombreuses années. Amorcée au cours du second semestre de 2006, la hausse des prix s'est nettement accélérée au cours du premier semestre de 2007 pour atteindre 4,05 €/kg en août 2007 (+ 90 %), contre 2,14 €/kg en août 2006. Cette flambée des prix s'est également répercutée sur la poudre de lait écrémé destinée à la consommation animale, qui s'établit à 3,63 €/kg en août 2007, soit une hausse de 75 % par rapport à août 2006.

Le marché de la poudre de lait entier est également dynamique. Restant supérieur au prix mondial, le prix français s'est envolé de 2,34 €/kg en août 2006 à 4,04 €/kg en août 2007 (+ 70 %). Face à la baisse du prix d'intervention sur la poudre de lait écrémé (- 15 % étalée sur 4 ans de 2004 à 2007) décidée dans le cadre de la réforme de la Politique Agricole Commune de 2003, certains industriels auraient fermé provisoirement des unités de séchage de poudres en 2007, ce qui explique la faiblesse de la production française, en outre pénalisée par de faibles disponibilités laitières, et ceci malgré un marché mondial très porteur.

Envolée du prix de la poudre de lait entier en 2007



Source : DGPEI

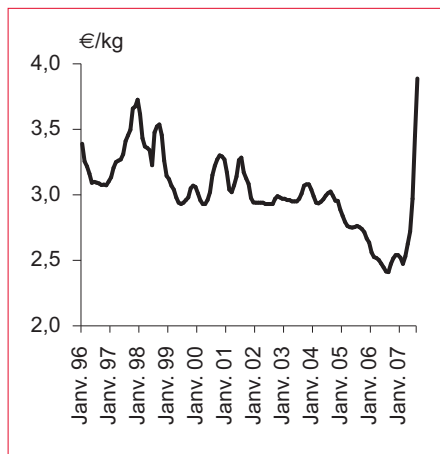
Le prix du beurre s'est également envolé, et s'établit en août à 3,89 €/kg, soit + 61 % par rapport à 2006, et après trois années de baisses successives. Actuellement, la flambée des prix des produits laitiers intermédiaires ne s'est pas encore répercutée sur les prix des produits laitiers de grande consommation en France, fromages et produits frais, mais ces derniers pourraient nettement remonter au cours du second semestre 2007.

Forte hausse des prix du lait de vache standard à partir de l'été 2007

L'envolée exceptionnelle des prix des produits laitiers industriels, observée dès l'automne 2006, s'est répercutée plus tardivement sur le prix d'achat du lait aux producteurs laitiers. Après des années de baisses successives, passant de 31,1 €/hl en 2002 à 27,0 €/hl en 2006, le prix du lait de vache standard¹ s'accroît fortement au cours de l'été 2007, avec des hausses de plus de 6 % en juillet et de 8 % au mois d'août 2007 pour atteindre 31,3 €/hl, soit le niveau atteint en août 2002.

En France, le prix du lait est le fruit d'une concertation entre producteurs et entreprises de transformation du lait

Flambée du prix du beurre en 2007

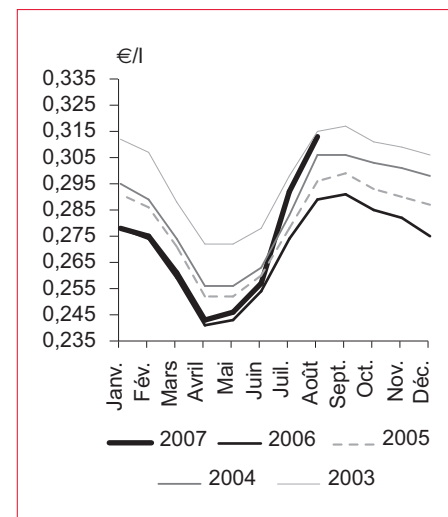


Source : DGPEI

proposant une recommandation nationale aux acteurs de la filière. Cette recommandation a remplacé, depuis septembre 2004, l'accord interprofessionnel de novembre 1997. Les nouvelles modalités de fixation de l'évolution du prix du lait à la production prennent en compte l'évolution du marché et l'écart de prix entre la France et l'Allemagne. L'indexation s'applique à 100 % sur l'évolution des marchés des produits industriels et des produits de grande consommation à l'exportation. La flexibilité additionnelle pour les entreprises spécialisées dans la fabrication de produits industriels, mise en place pour compenser la baisse des prix du beurre et des poudres, a été suspendue en juillet 2007 afin de ne pas minorer la hausse des prix.

1. Prix payé pour un litre de qualité et composition constante à 38 g/l de matière grasse et 32 g de matières protéiques.

Forte remontée du prix du lait de vache standard au cours de l'été 2007



Source : Agreste Insee

Sources

- L'enquête mensuelle laitière unifiée de l'Office de l'élevage/Scees pour les données de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du Scees pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache
- Les statistiques des douanes pour les données sur le commerce extérieur

Pour en savoir plus

Mais aussi :

Les publications AGRESTE :

- « Lait et produits laitiers en 2006 », Chiffres et Données Agroalimentaire à paraître prochainement
- « L'industrie laitière en 2005 : amélioration en demi-teinte », Agreste-Primeur n° 187, janvier 2007
- « Priorité aux AOC pour les fromages au lait cru », Agreste-Primeur n° 189, janvier 2007

Le Pôle laitier du SCEES à Toulouse : Lionel HÉBRARD (tél : 05 61 28 95 28), Serge CAZENEUVE (tél : 05 61 28 93 78) et Jeanne GABRYSIK (tél : 05 61 28 94 40).

MOYENS DE PRODUCTION

Synthèse novembre 2007

Retour INTRANTS

Le coût de l'alimentation animale s'alourdit

L'envolée des prix des matières premières de l'alimentation animale se traduit par un alourdissement important des coûts de production des éleveurs. L'impact sur les producteurs d'animaux dépend du type d'exploitation, de l'intégration de la filière, et du degré d'autonomie obtenu grâce à la production par l'éleveur de l'alimentation de son cheptel.

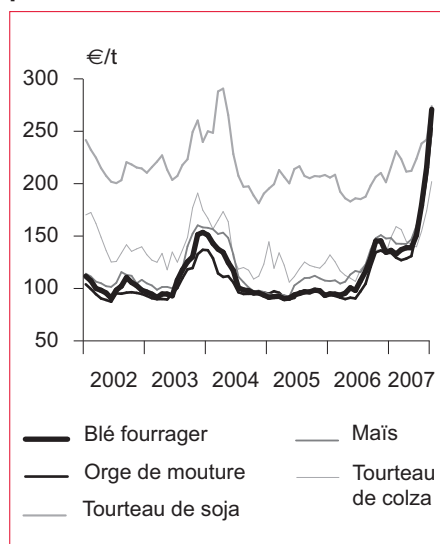
Une envolée des prix des matières premières de l'alimentation animale...

Les cours des céréales, qui avaient déjà progressé au deuxième semestre 2006, ont connu une flambée de juin à septembre 2007. Cette flambée des cours a entraîné une envolée des prix des matières premières de l'alimentation animale. Ainsi, le blé fourrager a presque triplé entre juin 2006 et septembre 2007 (+ 176 %). Sur cette même période, l'orge a augmenté de 179 % dans le sillage du blé, et le maïs a plus que doublé (+ 112 %). Le cours du tourteau de soja a gagné 47 % et celui du tourteau de colza 89 %. La poudre de lait pour alimentation animale a vu son cours s'élever de 79 %.

L'indicateur Ipa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale), qui est basé sur le suivi d'un panier de matières premières disponi-

bles entrant dans l'alimentation animale, retrace l'évolution de ces cours des matières premières, en progres-

Flambée des cours des matières premières



Source : La Dépêche, Agreste

sant de 96 % entre juin 2006 et septembre 2007. Il est supérieur à son niveau moyen sur les cinq dernières années de 60 % en août et de 80 % en septembre.

...qui se répercute, amortie, dans le prix d'achat des aliments pour animaux par les agriculteurs

L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) répercute la hausse des prix des matières premières, pour les aliments simples et les aliments composés. En septembre, sur un an, l'évolution de l'Ipampa pour l'ensemble de l'alimentation animale est de 22 %. L'indice est supérieur de 21 % à son niveau moyen sur cinq ans.

Pour les aliments simples, l'Ipampa donne en septembre une augmentation de prix sur un an de 44 % pour les achats de blé tendre, de 34 % pour le

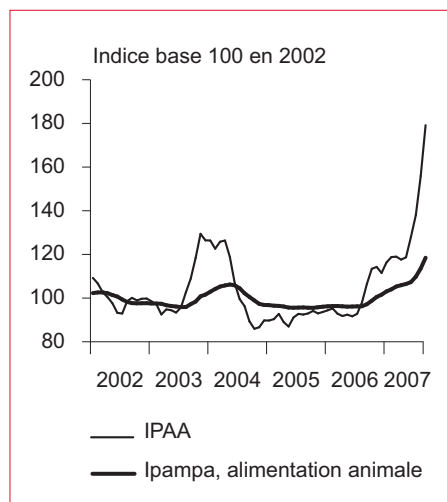
maïs et de 36 % pour l'orge. Pour les aliments composés, l'augmentation de prix des achats est de 15 % sur un an pour les aliments composés pour les gros bovins, de 18 % pour les ovins-caprins ; elle est de 29 % pour les porcins et de 22 % pour les volailles, ces deux derniers types d'aliments incorporant plus de céréales. Les aliments d'allaitement connaissent une plus forte hausse : 25 %.

Ces hausses sont atténuées par rapport à la flambée des prix des matières premières traduite par l'Ipaa qui, en septembre, s'accroît de 68 % sur un an. En effet, les prix d'achat des agriculteurs ne sont pas impactés entièrement et immédiatement par la flambée des prix des matières premières. Les producteurs d'aliments peuvent avoir couvert par contrat leur approvisionnement sur plusieurs mois. Ils font également évoluer la composition de leurs produits, pour mettre au point des aliments composés plus économiques. En particulier, les incorporations de blé sont revues à la baisse. Ils peuvent aussi ne pas répercuter immédiatement la hausse de leur prix effectif d'achat. Enfin, dans le cas des filières intégrées, l'aliment est en général fourni par l'intégrateur.

Des conséquences variables selon le type d'exploitation...

Ces hausses de prix, vu leur ampleur, pèsent lourdement sur les coûts d'exploitation des élevages. Leur poids est

L'IPAA, indicateur du prix des matières premières, et l'Ipampa, indice du coût des achats

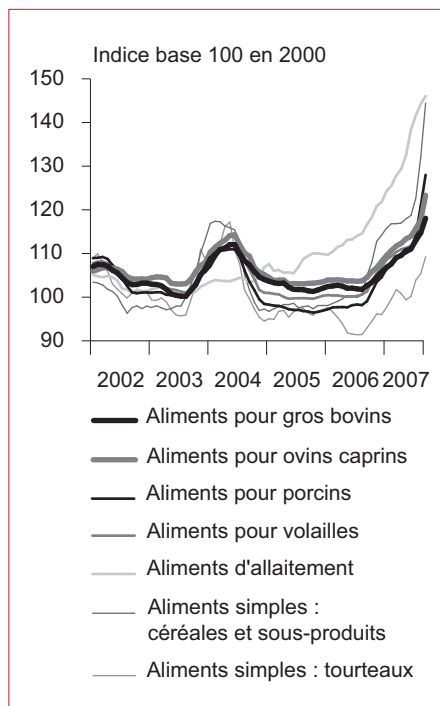


Source : La Dépêche, Insee, Agreste

d'autant plus fort qu'est grande l'importance des achats d'aliments pour animaux dans les coûts d'exploitation. Ainsi, l'Ipampa décliné par OTEX (orientation technico-économique des exploitations) montre un impact moins fort pour les élevages d'herbivores que pour les élevages hors sol, qui dépendent plus des achats d'aliments. Sur un an en août, l'indice augmente de 6 % pour l'OTEX herbivores, alors qu'il augmente deux fois plus vite (+ 12 %) pour l'OTEX hors sol.

Les comptes de l'agriculture par OTEX indiquent de leur côté une importance variable de l'alimentation animale par rapport à l'ensemble des consommations intermédiaires : le pourcentage des achats d'alimentation animale dans les consommations intermédiaires est plus faible pour l'OTEX bovins lait

L'Ipampa, selon le type d'aliment



Source : La Dépêche, Agreste

(40 %), l'OTEX bovins viande (55 %) et l'OTEX ovins (56 %), alors qu'il grimpe à 69 % pour l'OTEX hors sol.

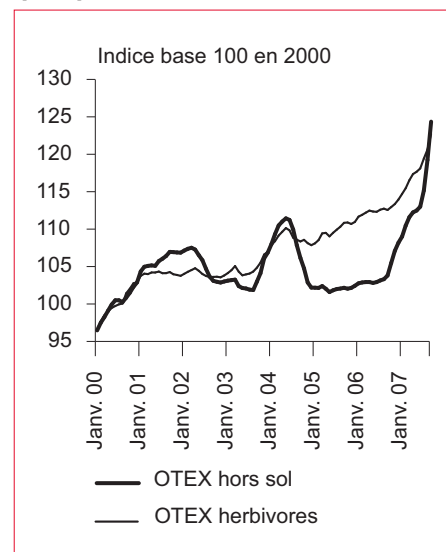
Tandis qu'elle avait tendance à se réduire régulièrement depuis 1990, l'importance relative de l'alimentation animale dans l'ensemble des consommations intermédiaires va augmenter en 2007. Les filières hors sol, volailles et porcins, qui dépendent plus que les autres des achats d'aliments d'animaux, sont donc plus exposées aux conséquences économiques de l'augmentation de ces coûts de production.

... et selon le degré d'intégration des filières

Dans le cas des filières intégrées, comme celle de la volaille, l'impact se porte sur les intégrateurs et non sur les éleveurs.

La filière des porcins, peu intégrée, peut connaître de plus grandes difficultés. Mais il faut prendre en compte le fait que beaucoup d'éleveurs de porcins fabriquent leurs propres aliments.

Ipampa selon l'OTEX



Source : Insee, Agreste

Part des achats d'alimentation animale dans les consommations intermédiaires

	En %			
OTEX	1990	1995	2000	2006
Bovins lait	46,4	43,5	41,9	40,4
Bovins viande	62,7	57,7	56,7	54,9
Ovins	59,8	58,2	56,4	56,1
Hors sol	79,5	78,8	75,2	69,3

Note : Dans les comptes, les consommations intermédiaires comprennent les livraisons d'aliments par l'intégrateur aux exploitants intégrés.

Source : Agreste, comptes de l'agriculture

Ils se prémunissent ainsi contre les variations de prix des intrants, dans la mesure où ils produisent eux-mêmes la matière première.

Une parade : fabriquer les aliments pour son cheptel

Selon une enquête menée en 2004, près de 30 % des éleveurs de porcs utilisent leurs récoltes pour élaborer l'alimentation de leur cheptel. Ce sont principalement des éleveurs de porcs charcutiers et des détenteurs de truies qui font ce choix, et plutôt dans les grosses unités de production. Ainsi, près de 40 % des éleveurs d'au moins 1 000 porcs charcutiers élaborent de l'alimentation à la ferme pour leurs animaux. Lorsqu'elle existe, cette alimentation représente de 80 à 90 % de l'alimentation consommée par le cheptel. Il s'agit principalement de céréales.

Ce comportement d'autonomie dans l'approvisionnement en alimentation sera un avantage, pour ceux qui auront fait ce choix, face aux augmentations de prix des aliments.

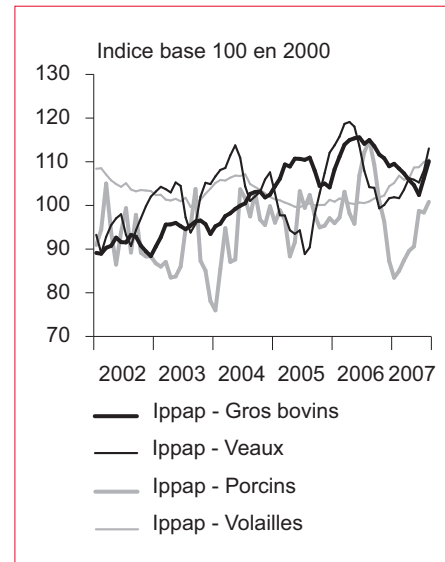
Pas de fortes répercussions sur les prix à la production

Quoique en augmentation ces derniers mois, après une période qui leur a été défavorable, les prix à la production restent à un niveau modéré. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, l'Ippap en août est en augmentation de 6 % pour les gros bovins, de 18 % pour les veaux, de 1 % pour les porcins et de 8 % pour la volaille. Les tensions sur les coûts de production liées à l'augmentation des prix de l'alimentation peuvent perdurer si les cours des matières premières restent aux niveaux élevés atteints.

Ces tensions n'ont toutefois pas provoqué de bond des prix à la production dans un contexte où l'offre à court terme n'est pas affectée et reste nettement suffisante, notamment pour les productions hors-sol. Toujours à court terme, les mesures envisagées pour peser sur les prix visent la réduction de l'offre. La Commission a ainsi adopté des mesures d'aide au stockage privé pour les porcins fin

octobre. Elle n'a en revanche pas suivi à cette date la demande de certains États Membres, dont la France, d'aide aux exportations.

Les prix à la production remontent un peu



Source : Insee

Sources

- Cours des matières premières et indicateur IPAA (Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale) : La Dépêche
- Indice des prix d'achat des moyens de production (Ipampa), base 100 en 2000 : Insee, Agreste
- Comptes de l'agriculture par catégorie d'exploitations : Scees. Ils détaillent les résultats annuels suivant les principales orientations de production, grâce à une répartition du compte national de la branche agricole. Comme le compte national, ils sont établis dans l'optique de la production.
- Indice des prix des produits agricoles à la production, base 100 en 2000 : Insee.

Pour en savoir plus

- L'enquête 2004 du Scees dans les élevages porcins a donné lieu à la publication d'un « Agreste Primeur », n° 188 - janvier 2007, sous le titre de « L'alimentation porcine fonction des objectifs des éleveurs ».

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGPEI : Direction générale des politiques économique, européenne et internationale
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (Office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
Scees : Service central des enquêtes et études statistiques
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture
Viniflor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AOC : appellation d'origine contrôlée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPF : classification détaillée de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
FOB : free on board

IAA : industries agricoles et alimentaires
IPAA : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
MM3, MM12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Références citées

« Synthèses » intégrées au Bilan conjoncturel 2007

Productions végétales

Production des grandes cultures en baisse pour la troisième année consécutive (Synthèse Grandes cultures)	15
Un bilan céréalier déficitaire en blé, mais pas en maïs (Synthèse Grandes cultures - Céréales)	19
Les prix ne compensent pas la faible production de pêche (Synthèse Fruits)	23

Productions animales

Une année difficile pour les broutards (Synthèse Gros animaux)	27
Sortie de crise pour l'ensemble de la filière volaille à l'exception de la dinde (Synthèse Aviculture)	31
Déficit structurel de la collecte de lait de vache (Synthèse Lait - Collecte laitière)	35
La flambée des prix des produits laitiers industriels se répercute tardivement sur le prix du lait de vache à la production (Synthèse Lait - Produits laitiers)	37

Moyens de production

Le coût de l'alimentation animale s'alourdit (Synthèse Moyens de production)	41
--	----

« Infos rapides » : consultables uniquement sur le site Agreste à la rubrique Conjoncture

Pour en savoir plus :

Toutes les séries conjoncturelles sont présentes dans l'espace « Données en ligne » du site Internet de la statistique agricole :

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les séries de prix peuvent être consultées sur le site Internet du SNM (Service des Nouvelles des Marchés) :

www.snm.agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Virginie Madelin
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SCEES Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2007

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole

www.agreste.agriculture.gouv.fr